

ARUC

INNOVATIONS
TRAVAIL
EMPLOI

PORTRAIT DE L'INDUSTRIE FORESTIÈRE
DU QUÉBEC

OLIVIER BAGILISHYA

DOCUMENT DE RECHERCHE
DR-2009-004



UNIVERSITÉ
LAVAL

Alliance de recherche
universités-communautés
Innovations, travail et emploi

PORTRAIT DE L'INDUSTRIE FORESTIÈRE DU QUÉBEC

OLIVIER BAGILISHYA

Sous la direction de PAUL-ANDRÉ LAPOINTE (ARUC)

**Document de recherche
DR-2009-004**

Septembre 2009

Cahiers de l'Alliance de recherche universités-communautés (ARUC)
Collection Document de recherche – DR-2009-004
« **Portrait de l'industrie forestière du Québec** »
Olivier Bagilishya

ISBN **978-2-923619-45-3**

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2009

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2009

Présentation de l'ARUC-*Innovations, travail et emploi*

La mondialisation, le progrès soutenu et constant des nouvelles technologies et le développement de l'économie du savoir représentent autant de facteurs qui obligent les organisations, quelles qu'elles soient, à innover dans leurs pratiques de travail et de gestion. La réussite de ces innovations exige toutefois de pouvoir compter sur une main-d'œuvre en santé, qualifiée et flexible, bénéficiant d'une sécurité d'emploi et de revenu. Telle est la préoccupation centrale de l'ARUC-*Innovations, travail et emploi*.

Cette alliance de recherche, mise en œuvre par le Département des relations industrielles de l'Université Laval, réunit, pour une période de cinq ans (2005-2010), les principaux chercheurs et acteurs du monde du travail et de l'emploi au Québec. Elle s'appuie d'une part sur une équipe de recherche multidisciplinaire composée de plus de trente chercheurs provenant majoritairement du Département des relations industrielles de l'Université Laval, de même que de l'Université de Montréal, de l'Université du Québec à Montréal, de l'Université du Québec en Outaouais et de l'IRSST. Elle fait d'autre part appel à un vaste réseau de partenaires appartenant autant aux milieux patronaux, syndicaux et gouvernementaux qu'au monde communautaire.

Une approche novatrice en recherche misant sur le partenariat

Une alliance de recherche, telle que l'ARUC-*Innovations, travail et emploi*, constitue une façon novatrice d'aborder l'activité de recherche en associant, à titre de partenaires, une multitude d'organisations (privées, publiques, associatives et communautaires) à la définition des orientations, à la réalisation des activités de recherche ainsi qu'aux activités de diffusion des résultats. En effet, la réalisation des recherches dans le cadre d'une ARUC repose sur la collaboration continue et l'apprentissage mutuel entre des chercheurs et des partenaires de la communauté dans une approche de résolution de problèmes dans les organisations et d'enrichissement des connaissances sur le travail et l'emploi.

Ainsi, en plus des modes traditionnels de diffusion des connaissances, l'ARUC assure la publication de ses travaux dans ses propres collections et recourt à un site Internet dynamique, de même qu'à une cellule de veille stratégique, en vue d'assurer le partage de connaissances et d'expertises entre ses divers membres.

Un vaste programme de recherche

L'ARUC-*Innovations, travail et emploi* propose un vaste programme de recherche, élaboré conjointement avec les partenaires, favorisant la production de connaissances sur les innovations en milieux de travail et leurs conditions associées, soit la formation, la gestion des savoirs et les protections sociales, elles-mêmes objet d'innovations. Les innovations sociales dont il est question, sont de nouvelles approches, pratiques, procédures, règles ou dispositifs introduits en vue d'améliorer les performances, de résoudre un problème important pour les acteurs sociaux et/ou de régler un problème de déficit de coordination.

Les travaux de l'ARUC s'articulent autour de quatre grands axes de recherche, répondant aux enjeux actuels du monde du travail et de l'emploi.

Axe 1 : Innovations et conditions de réalisation du travail

Les travaux de l'axe 1 s'intéressent aux situations de travail en accordant une place importante aux processus qui leur donnent naissance ou qui les transforment. L'intensification du travail, corollaire des évolutions contemporaines du travail, apparaît en filigrane des travaux de cet axe. Les recherches de l'axe 1 portent notamment sur les liens entre différents problèmes de santé au travail et les déterminants bio-psychosociaux dont plusieurs relèvent de l'organisation du travail. Les chercheurs étudient également, en étroite collaboration avec les praticiens de la prévention, les interventions permettant d'améliorer les conditions de réalisation du travail. La mise en place de conditions de réalisation du travail qui permettent d'atteindre à la fois des objectifs de santé et d'efficacité amène les chercheurs à s'intéresser aux maîtres d'œuvre qui définissent les situations de travail (ingénieurs, architectes et gestionnaires de services). La plupart des études se déroulent sur le terrain et mettent directement à contribution les acteurs des milieux de travail. Enfin, certaines recherches s'intéressent aux politiques publiques en matière de santé au travail en réalisant des études comparatives.

Axe 2 : Innovations dans l'organisation et les relations du travail

Les recherches de l'axe 2 portent sur les innovations relatives à l'organisation et aux relations de travail ainsi que sur les nouvelles pratiques de gestion des ressources humaines. Elles se préoccupent également de l'impact de ces innovations sur les performances économiques et sociales. Elles sont regroupées en chantiers sectoriels : (1) le secteur public, (2) le secteur parapublic et (3) le secteur privé. Elles se déroulent enfin dans un chantier transversal traitant de (4) l'attraction et de la rétention de la main-d'œuvre, un problème éminemment important dans le contexte actuel de pénurie de main-d'œuvre.

Axe 3 : Gestion des savoirs et de la formation

Le champ d'études définit dans l'axe 3, soit la gestion des savoirs et de la formation, correspond à l'ensemble des mécanismes de régulation des savoirs et de la formation mis en place par les acteurs sociaux (individus, entreprises, État) et ayant trait aussi bien à la production et à l'acquisition des savoirs qu'à leur utilisation et à leur reconnaissance. Les chercheurs de ce troisième axe de recherche se donnent donc comme objectif d'analyser les innovations dans la gestion des savoirs et de la formation, en cherchant à mettre en lumière celles permettant de mieux résoudre les problèmes de qualification et de formation vécus actuellement par les salariés et les entreprises québécoises. Pour ce faire, les travaux s'articulent autour de deux chantiers distincts, à savoir : (1) la diversification des mains-d'œuvre et la gestion des savoirs ; et (2) les nouveaux acteurs et dispositifs de formation.

Axe 4 : Protections sociales

Dans le contexte actuel de la globalisation, un effritement général des protections sociales peut être constaté. Les chercheurs de l'axe 4 s'intéressent donc à cette réalité à laquelle sont contraintes les sociétés québécoise et canadienne, en s'attardant spécifiquement aux innovations sociales qui sont nécessaires afin de reconstruire un triangle « innovations dans la production – formation – protections sociales » davantage harmonieux. Les chantiers de recherche développés dans l'axe s'orientent donc autour de (1) la protection sociale et les travailleurs atypiques ; (2) les marchés transitionnels, la rémunération et les droits sociaux ; (3) l'équité salariale ; et enfin (4) le système de retraite, les politiques publiques et la relation d'emploi.

Paul-André Lapointe

Michel Bérubé

Co-directeurs de l'ARUC-*Innovations, travail et emploi*

RÉSUMÉ

Depuis plus de deux ans déjà¹, la crise dans l'industrie forestière déferle et fait les manchettes. Il ne se passe pas un mois sans qu'il y ait une annonce de fermeture d'usine des produits du bois, soit temporaire ou définitive, partielle ou totale. Ces fermetures frappent durement les communautés mono industrielles dont la plupart dépendent de ce secteur. La crise tant conjoncturelle que structurelle qui affecte l'industrie appelle les différents acteurs concernés à se pencher sur ses causes, ses conséquences et ses aboutissements. Plus de 10 000 emplois ont été perdus dans ce seul secteur au cours de deux dernières années.

Ce cahier s'inscrit dans un large projet en cours au sein de l'ARUC qui porte sur «La crise de l'industrie forestière, les travailleurs et les communautés». Il vise à décrire le portrait de cette industrie en vue d'en dégager éventuellement un diagnostic sur une crise qui sévit actuellement dans ce secteur. Il s'agit plus précisément d'une étude ayant un volet descriptif et statistique des trois principaux secteurs de l'industrie forestière québécoise, à savoir le secteur des pâtes et papiers, le secteur du bois de sciage et le secteur de l'exploitation forestière. Il est question entre autres de l'évolution récente d'emplois, de la main-d'œuvre et de l'importance de cette industrie dans l'économie du Québec, où elle représente le principal, voire le seul employeur dans plusieurs municipalités. Enfin, sera présentée une brève autopsie de la crise d'une industrie qui perd de plus en plus ses avantages concurrentiels (énergie électrique, recherche et développement, dollar faible, etc.) au profit des pays émergents comme le Brésil ou le Chili, et les pays scandinaves, sans oublier les provinces de l'Ouest Canadien.

¹ Ce document a été rédigé en 2007 et publié en 2009

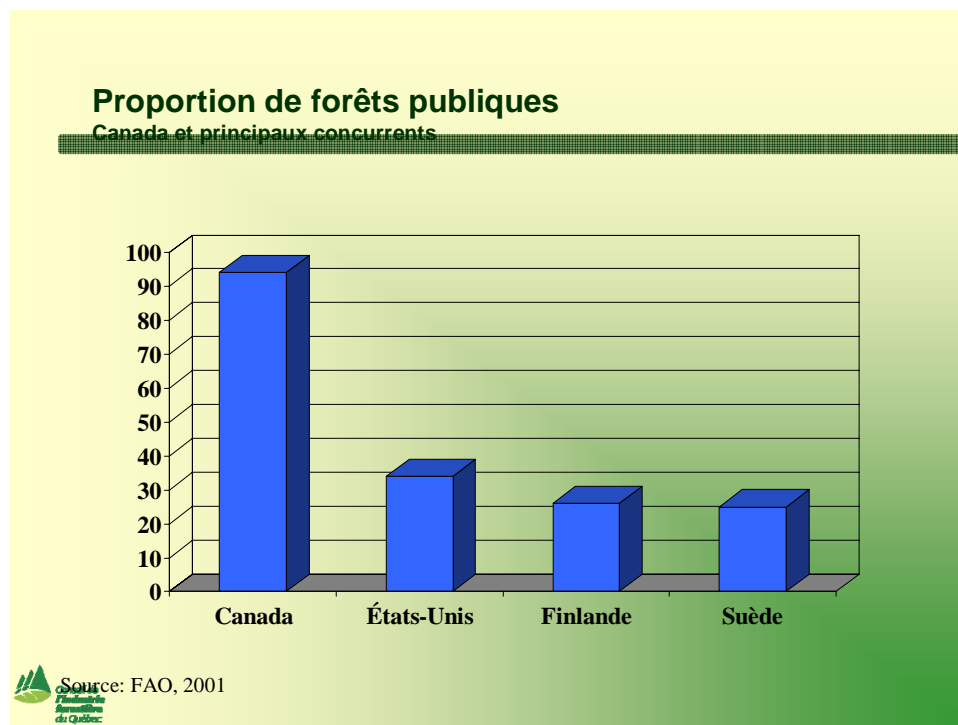
TABLE DES MATIÈRES

Résumé.....	iii
Portrait statistique de l'industrie forestière québécoise	1
Ressources	1
Principaux secteurs de l'industrie québécoise des produits forestiers.....	3
Dépendance des municipalités à l'industrie forestière	5
Foresterie et exploitation forestière	7
Évolution des indicateurs économiques dans l'industrie des pâtes et papiers.....	7
Salaire	13
Syndicalisation.....	13
Facteurs contribuant à l'érosion de la relève dans le secteur de l'aménagement forestier	15
Industrie des pâtes et papiers	17
Évolution des indicateurs économiques dans l'industrie des pâtes et papiers.....	17
Main-d'œuvre	18
Salaire	19
Description des usines de pâtes et papiers en 1999	20
Industrie du bois de sciage.....	23
Évolution des indicateurs économiques dans l'industrie du bois de sciage	23
Main-d'œuvre	28
Salaire	29
Synthèse, analyse de l'environnement externe	30
Problématique	33
Bibliographie	53
Annexes	57

PORTRAIT STATISTIQUE DE L'INDUSTRIE FORESTIÈRE QUÉBÉCOISE

RESSOURCES

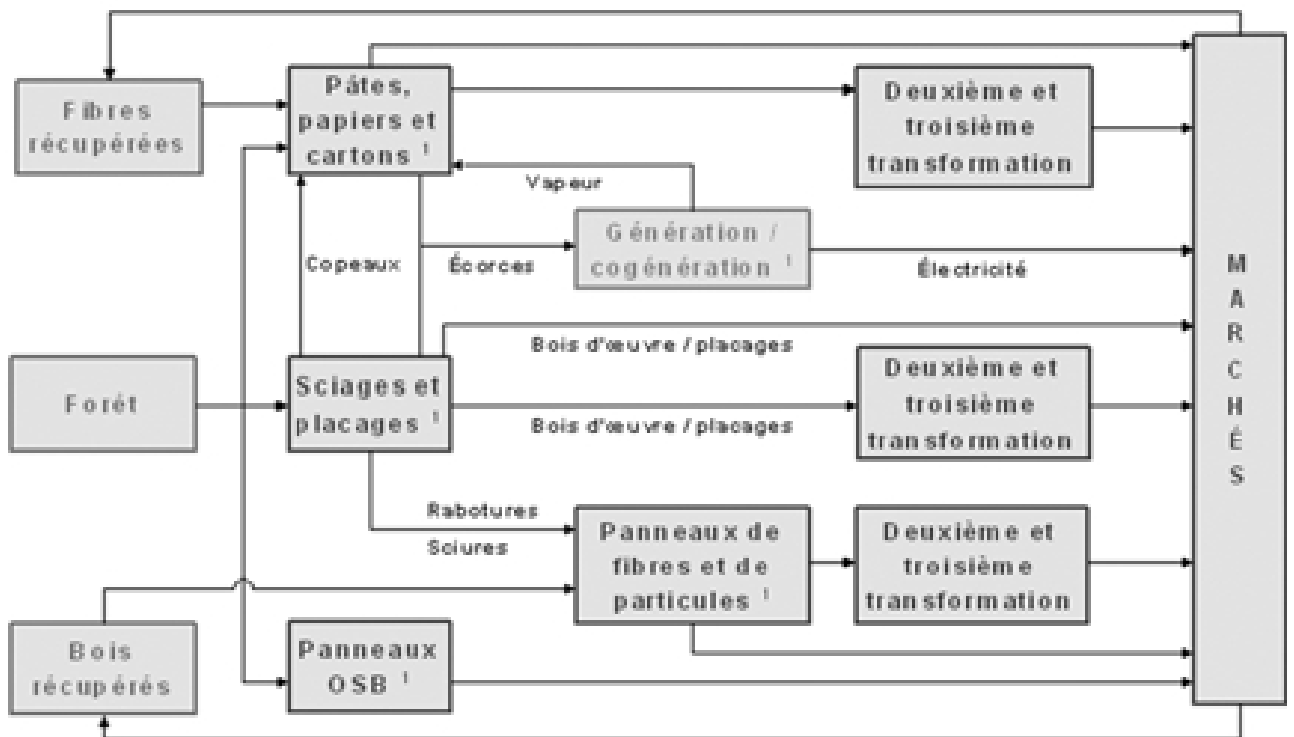
Sur une superficie de 1 667 441 kilomètres carrés, soit 166,7 millions d'hectares, les forêts couvrent au Québec 750 300 km², soit près de la moitié de cette étendue. Cette superficie des forêts québécoises est l'équivalent de la Suède et de la Norvège, et représente 20% du territoire forestier canadien et 2% de l'ensemble des forêts du globe (CSMO des industries du bois de sciage, 2003). Les eaux situées à l'intérieur des terres représentent 149,8 millions d'hectares. Le gouvernement québécois est propriétaire d'approximativement 92 % du territoire de la province, dont plus de la moitié renferme des forêts à valeur commerciale. Quelques 130 000 propriétaires se partagent les forêts privées, qui s'étendent sur 70 400 km². Les cinq territoires forestiers les plus vastes se retrouvent respectivement sur la Côte-Nord (103 146 km²), au Saguenay-Lac-Saint-Jean (85 688 km²), dans le Nord-du-Québec (81 158 km²), en Abitibi-Témiscamingue (54 784 km²) et en Mauricie (33 881 km²) (Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise, 2004).



L'industrie forestière est constituée de trois grands secteurs : l'exploitation forestière vouée à la récolte de la matière ligneuse, l'industrie du bois – scieries et ateliers de bois travaillé -, et l'industrie des pâtes et papiers et des produits connexes qui transforme le bois en pâtes, en cartons et en papiers divers, surtout en papier journal, consommant 75% de tout le bois récolté au Québec (Mercure, 1996).

Par l'intermédiaire de leurs divisions forestières, les papetières participent aux opérations de récolte et achètent de grandes quantités de bois : elles s'approvisionnent en billes auprès des propriétaires des bois privés, en sciures et planures dans les industries du bois, et de plus en plus, en copeaux dans les scieries, aujourd'hui de loin leur principale source d'approvisionnement (Mercure, 1996). L'importance des activités de transformation découle de la présence de 1 151 usines de transformation du bois et de 248 usines de fabrication du papier, dont une soixantaine d'usines de pâtes et papiers (Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise, 2004). Selon le Conseil de l'industrie forestière du Québec, en 2002, il y avait alors 274 usines de sciage, 63 usines de pâtes et papiers et 25 usines de panneaux². Sur le plan du chiffre d'affaires en provenance de la première transformation, les activités tirées de l'aménagement forestier atteignaient deux milliards, celles provenant du sciage, 3,3 milliards, et celles générées par les pâtes et papiers, 8,2 milliards. La superficie forestière productive atteignait 452 000 km² dans le public et 66 000 km² dans le privé, pour un total de 518 000 km², soit près de 65 % de l'ensemble de la superficie globale. Pour les trois générations de transformation du bois, le nombre d'emplois directs se situait, en 2002, à tout près de 105 167 (Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise, 2004).

Intégration de l'industrie des produits forestiers



Sources : Ressources et industries forestières - Portrait statistique Édition 2002 - Résumé Ministère des Ressources naturelles, Direction du développement de l'industrie des produits forestiers, 2002, p.10

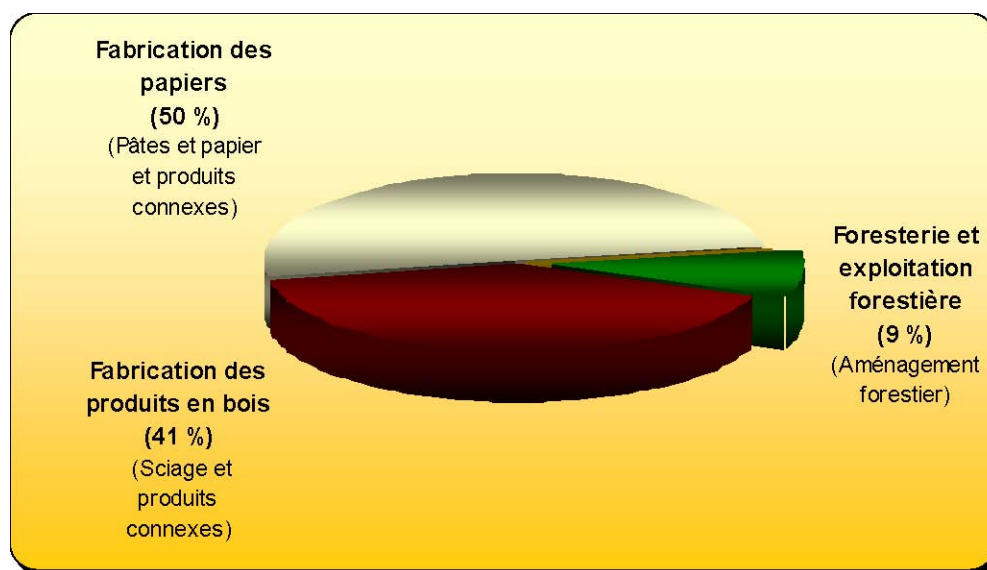
² Nb. Les données peuvent varier d'une source à l'autre et ce, selon son système de classification. Les sources souvent consultées sont notamment Statistique Canada, Institut de la Statistique du Québec, MRN, CIFQ, etc.

¹ Première transformation

La figure précédente trace donc un aperçu du cheminement des produits forestiers depuis la forêt jusqu'au marché.

PRINCIPAUX SECTEURS DE L'INDUSTRIE QUÉBÉCOISE DES PRODUITS FORESTIERS

Importance relative sur la base des traitements et salaires totaux pour l'année 2000



Source : MRN, 2003

A. Fabrication des papiers (SCIAN 322)³ :

Ce sous-secteur comprend les établissements dont l'activité principale est la fabrication de pâte à papier, de papier et de produits du papier.

La **fabrication de pâte** consiste à séparer les fibres cellulosiques des impuretés contenues dans le bois, le papier usagé ou d'autres sources de fibres.

La **fabrication de papier** consiste à assembler ces fibres en une feuille.

Les **produits en papier transformé** résultent de diverses opérations de coupe et de façonnage effectuées sur du papier et d'autres matériaux.

³ SCIAN étant le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord.

Ce sous-secteur comprend les groupes industriels dans la liste suivante :

- Usines de pâte à papier, de papier et de carton (SCIAN 3221)
- Fabrication de produits en papier transformé (SCIAN 3222)

La présente étude s'intéresse plus particulièrement des usines de pâte à papier de papier et de carton (SCIAN 3221).

B. Fabrication des produits en bois (SCIAN 321) :

Ce sous-secteur comprend les établissements dont l'activité principale consiste à fabriquer des produits à partir du bois.

Il comprend trois groupes :

- les établissements qui scient des billes pour en faire du bois de charpente et des produits semblables, ou qui assurent la préservation de ces produits;
- ceux qui produisent des articles qui améliorent les caractéristiques naturelles du bois, en fabriquant plaquages, contreplaqués, panneaux en bois reconstitué ou ensembles en bois transformé;
- et ceux qui fabriquent divers produits en bois, comme la menuiserie préfabriquée.

Ce sous-secteur comprend les groupes industriels dans la liste suivante :

- Scieries et préservation du bois (SCIAN 3211)
- Fabrication de placages, de contreplaqués et de produits en bois reconstitué (SCIAN 3212)
- Fabrication d'autres produits en bois (SCIAN 3219)

C. Foresterie et exploitation forestière (SCIAN 113) :

- Exploitation de terres à bois (SCIAN 1131)
- Pépinières forestières et récolte de produits forestiers (SCIAN 1132)
- Exploitation forestière (SCIAN 1133)

Source : http://strategis.ic.gc.ca/canadian_industry_statistics/cis.nsf/IDF/cis31-33deff.html

DÉPENDANCE DES MUNICIPALITÉS À L'INDUSTRIE FORESTIÈRE

L'industrie forestière se retrouve au cœur du développement de nombreuses régions telles que l'Outaouais, la Mauricie, le Saguenay et le Sud du Saint-Laurent. Elle a favorisé l'essor de nombreuses villes comme Hull, Trois-Rivières, Québec, Chicoutimi, et une multitude de villages (Mercure, 1996).

En 2001, l'industrie des produits forestiers a été le premier employeur avec 123 221 emplois, soit 22 % des emplois dans le secteur manufacturier. L'industrie de la transformation du bois joue un rôle majeur dans l'économie de plusieurs municipalités québécoises et, plus particulièrement, dans celles qui ont une population de faible taille. L'industrie de la transformation du bois est le premier employeur dans les villes de moins de 25 000 habitants, alors que l'industrie de l'habillement le précède de peu dans les municipalités de 25 000 habitants et plus.

Toujours en 2001, 650 des 793 municipalités qui comptaient sur leur territoire au moins un établissement du secteur de la fabrication, détenaient 50 % et plus de leurs emplois du secteur de la fabrication dans une même activité industrielle. Ces municipalités sont dites mono industrielles. L'industrie des produits forestiers a été la principale activité du secteur de la fabrication dans 40 % des cas, soit 264 des 650 municipalités monoindustrielles (Canessa, 1999 ; Fillion, 2006).

Près du tiers de ces municipalités (245) se sont développées autour de la transformation du bois et sont donc grandement influencées par les fluctuations économiques que cette activité subit. On en compte même 153 dont l'emploi manufacturier dépend à plus de 90 % de l'industrie de la transformation du bois. Parmi celles-ci, 119 en dépendent exclusivement. En 2001, 209 municipalités avaient, au minimum, une dépendance moyenne face à l'industrie des produits forestiers.

Enfin, en 1991 et en 2001, le pourcentage de municipalités industrielles ayant une dépendance économique moyenne ou élevée face à l'industrie des produits forestiers était plus élevé dans les régions ressources que dans les régions centrales (Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise, 2004 ; Canessa, 1999 ; Fillion, 2006).

Production

Le Québec est le principal producteur de papier journal canadien. En 2004, il a produit 42,7% de la production canadienne du papier journal, devançant de loin ses plus proches compétiteurs, l'Ontario et la Colombie-Britannique. Il est également le principal producteur de pâtes, papiers et cartons avec 32,5% de l'ensemble de la production canadienne en 2004. Le Québec est parmi les principaux exportateurs de pâtes et papiers dans le monde (CIFQ, 2005)⁴. À elles seules, les exportations des papetières ont représenté en 2001, 11,3% de l'ensemble des exportations du Québec, toutes industries confondues. Mais l'importance des exportations a régressé depuis 1990, passant de 16% des exportations totales du Québec à 11% depuis 1999 (Concerpro, 2003). Aussi, la part relative du Québec dans le marché mondial des exportations du papier journal diminue depuis 1980 passant de 27,5% à 17,3% en 2003 (CIFQ, 2005, voir annexe 1).

⁴ <http://www.cifq.qc.ca/imports/pdf/fr/Statppcp04.pdf>

FORESTERIE ET EXPLOITATION FORESTIÈRE

Évolution des indicateurs économiques dans l'industrie des pâtes et papiers

Estimation du nombre total d'employés dans la foresterie et de l'exploitation forestière
(CTI 041 et SCIAN 113) (1970-2005)

Années		Emplois totaux (n)⁵
1970	CTI ⁶	14 815
1975	CTI	17 288
1980	CTI	11 575
1985	CTI	10 802
1986	CTI	10 363
1987	CTI	12 342
1988	CTI	11 734
1989	CTI	12 751
1990	SCIAN	11 649
1991	SCIAN	10 673
1992	SCIAN	10 534
1993	SCIAN	10 298
1994	SCIAN	9 464
1995	SCIAN	12 181
1996	SCIAN	11 251
1997	SCIAN	12 282
1998	SCIAN	14 020
1999	SCIAN	11 120
2000	SCIAN	21 326
2001	SCIAN	17 383
2002	SCIAN	15 056
2003	SCIAN	13 377
2004	SCIAN	12 747
2005	SCIAN	11 965

Sources : Statistique Canada : 25-201 (CTI) et CANSIM II.

Comme l'indique le tableau précédent, le nombre d'emplois dans la foresterie et l'exploitation forestière n'a cessé de régresser depuis 2000. Entre 2000 et 2005, ce secteur accuse une baisse de 9 361 emplois, soit 44%.

⁵ La catégorie « emplois totaux » englobe ici tout l'effectif. D'autres statistiques ne tiennent compte que des travailleurs affectés à la production.

⁶ CTI étant la classification canadienne type des industries convertie en SCIAN.

Depuis près de 20 ans, le secteur forestier a connu des changements quant au cadre légal et réglementaire de gestion et d'aménagement des forêts du Québec par le biais de la politique forestière de 1986, de la stratégie de protection des forêts de 1994, de la révision du régime forestier en 2002 et également de l'envergure et la prise en compte des préoccupations environnementales des Québécois et des marchés internationaux face à la notion de développement durable (CSMOAF, 2006). Et tout récemment, la réduction de l'attribution de la matière ligneuse de 22% (loi 71) est entrée en vigueur voilà deux ans⁷. L'État s'est immiscé davantage dans le secteur de l'exploitation forestière et a mis en vigueur de nouvelles politiques forestières qui modifient en profondeur les règles du jeu, amorcées au début des années 1960 afin de se réappropriier les fonctions de gestion de la forêt jusqu'alors en grande partie déléguées aux papetières. Auparavant, l'État s'était surtout contenté d'attribuer les concessions sur les terres de la Couronne et de percevoir les primes qui en découlaient : il avait peu de prise sur les opérations forestières (Bouthillier, 1981). Alors, l'abolition du système des concessions forestières, et en 1974 la *Loi modifiant la loi sur les terres et forêts* est adoptée : elle donne au ministère des Terres et Forêts les moyens de participer de façon plus directe à la gestion de la matière ligneuse. En 1986, est adoptée la *Loi sur les forêts*, autorisant le ministère de l'Énergie et des Ressources à encadrer les activités d'exploitation selon le principe du rendement soutenu : il ne s'agit pas seulement de récolter le bois, mais de le produire (Bouthillier, 1991), d'où le CAAF (contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier). Ce dernier ainsi que l'introduction de nouveaux procédés de pâtes dans les usines ont avantagé l'industrie de sciage qui devint alors le principal maître d'œuvre dans l'exploitation forestière, et enfin, un nouveau sous-secteur est lancé : l'aménagement forestier ou la sylviculture (Mercure, 1996).

Conclu en 1987 entre le MRN et une personne autorisée à construire ou à exploiter une usine de transformation du bois, le contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier (CAAF) accorde à ses bénéficiaires le droit d'obtenir sur un territoire donné un permis annuel d'intervention pour la récolte d'un volume de bois prédéterminé, nécessaire au fonctionnement de son usine (Bernier, 1999). Quelques 300 CAAF ont été signés entre 1987 et 1990 avec 200 entreprises couvrant 93% des forêts publiques économiquement accessibles et commercialement exploitables (Tessier, 2003). D'une durée de 25 ans, renouvelable pour une tranche de cinq ans à tous les cinq ans, ce contrat – incessible par ailleurs – revêt presque un caractère perpétuel dans la mesure où le contractant satisfait aux obligations légales qui en découlent, notamment au regard du respect du volume de bois alloué sur l'unité d'aménagement délimité dans le contrat, du paiement des droits afférents à la matière ligneuse récoltée et de la réalisation des travaux sylvicoles prévus au plan annuel d'intervention. Dans la plupart des cas, les bénéficiaires de CAAF ne réalisent pas eux-mêmes les traitements sylvicoles et ils en confient – ensemble ou individuellement – l'exécution à des entrepreneurs différents de ceux qui font la récolte proprement dite. Il en résulte une augmentation du phénomène de la sous-traitance dans l'industrie, du moins par rapport

⁷ La réduction de l'attribution de la matière ligneuse entrainée en vigueur en avril 2005 pour une baisse globale de 15%, soit 20% pour le groupe SEPM et de 5% pour les feuillus. Ces baisses ont été révisées en décembre 2006 par le Forestier en chef du Québec, soit une baisse de près de 22%, c'est-à-dire 23,8% pour le groupe SEPM et 15,2% pour feuillus (Asselin, 2007).

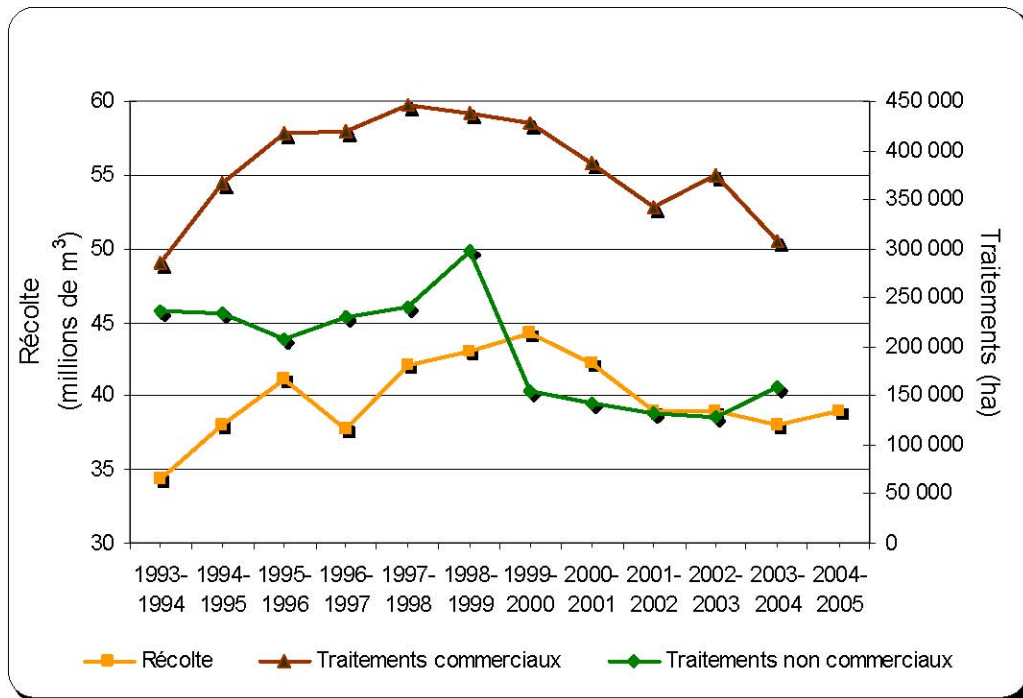
à la situation qui prévalait avant 1987, alors que de tels traitements n'étaient pas requis ou, du moins, qu'ils étaient pris en charge par le gouvernement. Cette recrudescence s'accompagne, semble-t-il, de l'émergence de conditions de travail difficiles et pénibles pour la main-d'œuvre affectée à la sylviculture, étant entendu qu'on réfère ici principalement aux opérations relatives au reboisement et aux traitements non commerciaux. Dans le secteur des travaux non commerciaux, en croissance, (reboisement, entretien de plantation et éclaircie précommerciale), les statistiques les plus récentes révèlent que la totalité de ces travaux sont exécutés en sous-traitance. Du côté des travaux commerciaux, le taux de sous-traitance atteint 85% pour la récolte et 75% pour le transport du bois (Bernier, 1999).

Concernant la mécanisation du travail en forêt, « l'utilisation croissante des machines à tête multifonctionnelle est sans contredit le phénomène majeur qui a caractérisé l'évolution des procédés mécaniques de récolte dans les forêts publiques du Québec », deux ou plusieurs opérations de façon successive ou simultanée, c'est-à-dire, tout à la fois, couper, ébrancher et tronçonner un arbre pratiquement en « une seule opération » (Mercure, 1996).

Le travail en forêt, source de revenus d'appoint pour la plupart des travailleurs forestiers, se professionnalise progressivement dans les années 50. En 1970, les coopératives de travailleurs forestiers accroîtront leur présence dans la réalisation de travaux sur les terres publiques.

Une nouvelle catégorie des travailleurs surgit dans l'exploitation forestière, c'est-à-dire, les salariés propriétaires de leur machinerie. Après 1987, la prépondérance du travail se fait en sous-traitance. Selon Mercure (1996), dès 1981, bien avant la nouvelle *loi sur les forêts*, les compagnies ne posséderont plus que 21,6% des équipements, soit la moitié de moins en comparaison au niveau de 10 ans plus tôt. Cela réduit les immobilisations des entreprises, fidélise et responsabilise la main-d'œuvre et fait porter sur les salariés le temps et les coûts d'entretien des équipements : camion de transport du bois, de voirie, de récolte et de préparation de terrain, chargeuses, débusqueuses ou débardeuses, abatteuses ou tronçonneuses et le camion (Mercure, 1996).

Évolution de la récolte et des traitements sylvicoles commerciaux et non commerciaux en forêt publique et privée pour la période 1993-1994 à 2004-2005



Source : MRNF, Portraits statistiques, éditions 1996, 2000, 2003, 2005

Cette figure révèle que la progression constante des volumes récoltés et des superficies traitées entre 1993-1994 et 1998-1999 a non seulement cessé mais s'est par la suite inversée, ce qui permet de dénoter un ralentissement des activités du secteur après la fin des années 90 (CSMOAF, 2006).

Répartition des entreprises québécoises œuvrant en aménagement forestier, selon la catégorie des entreprises

Catégorie d'entreprises	Nombre d'entreprises	Répartition (%)
Coopérative forestière	39 ⁽¹⁾	15
Groupe forestier	44	15
Entrepreneur privé	210	70
Ensemble du Québec	293	100

Source : CSMOAF, 2003

(1) CCFQ, 2005

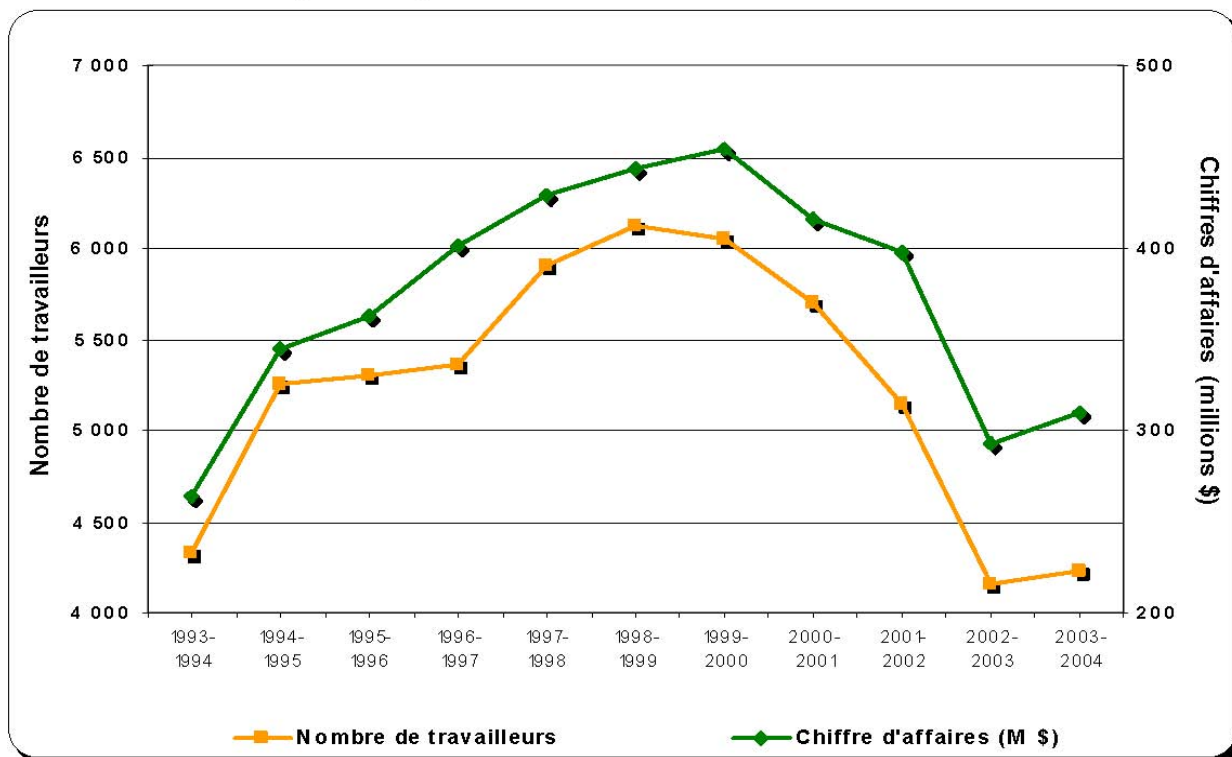
Tableau 1.8 :
Évolution des coopératives forestières au Québec selon certains indicateurs
pour la période 1993-1994 à 2003-2004

Indicateur	Année										
	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003 (1)	2003-2004 (1)
Nombre de travailleurs	4 329	5 252	5 303	5 364	5 901	6 120	6 048	5 704	5 141	4 155	4 223
Chiffre d'affaires (millions \$)	264	344	363	401	429	443	454	416	398	293	310
Masse salariale (millions \$)	104	106	109	110	128	133	126	118	n.d.	n.d.	n.d.
Récolte de bois (millions m ³)	4,3	5,5	6,3	6,0	6,5	6,6	6,0	5,9	5,2	4,9	5,4
Travaux d'aménagement (1 000 ha)	60,1	50,2	63,8	62,2	63,1	82,9	76,4	83,6	87,1	47,1	79,5
Reboisement (millions de plants)	44,6	37,0	40,6	41,3	50,3	66,0	50,0	45,0	42,2	43,9	38,2

Source : Direction des coopératives du MDEIE, 2002

⁽¹⁾ Source : CCFQ, 2005 (données exclusives aux 39 coopératives forestières membres de la CCFQ)

Figure 1.9 :
Évolution annuelle du nombre de travailleurs et du chiffre
d'affaires des coopératives forestières du Québec
pour la période 1993-1994 à 2003-2004



Source : Direction des coopératives du MDEIE, 2004

Le tableau ainsi que la figure précédents démontrent qu'entre la période de 1993-1994, le nombre d'emplois des coopératives, membres de la CCFQ⁸, a affiché une progression soutenue. Cependant, par rapport à l'apogée de 1998-1999 avec 6120 travailleurs, le nombre d'emplois dans les coopératives en 2003-2004 est réduit à 4223, soit une baisse de 1897, c'est-à-dire 31% de moins.

**Évolution du nombre d'employés
dans les groupements forestiers par catégorie d'emplois
pour la période 1996-1997 à 2004-2005**

Année	Nombre d'employés				
	Ingénieurs	Techniciens	Ouvriers	Administration	Total
1996-1997	79	294	2 835	130	3 338
1997-1998	84	339	3 040	125	3 588
1998-1999	88	393	3 198	141	3 820
1999-2000	82	355	2 876	131	3 444
2000-2001	84	392	2 783	125	3 384
2001-2002	83	479	2 940	152	3 651
2002-2003	87	369	2 677	132	3 265
2003-2004	88	487	2 491	130	3 220
2004-2005	82	350	2 200	123	2 755

Source : RESAM, Rapports d'activités 1996-1997 à 2004-2005

D'après le tableau précédent, par rapport au niveau le plus élevé en termes d'emplois, soit 3820 en 1998-1999, une régression de 28%, soit de 1065 emplois de moins a été enregistrée en 2000-2005. Cette baisse affecte plus particulièrement les ouvriers sylvicoles dont les effectifs ont baissé de 31%.

Par ailleurs, nous ne disposons pas assez de données quant à l'évolution du nombre d'employés des entrepreneurs privés. Cependant, le CSMOAF (2006) estime qu'en 2004, ce groupe était le plus important de l'industrie de l'aménagement forestier, avec environ 7 000 travailleurs.

⁸ Conférence des coopératives forestières du Québec.

Salaire

Estimation du taux hebdomadaire moyen brut des personnes occupées par titre de profession (CNP)

CNP	Titre d'emploi	Taux hebdomadaire moyen brut (\$)
0811	Directeurs/Directrices de la production primaire	1 514
2122	Professionnels/Professionnelles des sciences forestières	1 032
2223	Technologues et techniciens/ techniciennes en sciences forestières	792
7421	Conducteurs/Conductrices d'équipement lourd (sauf les grues)	728
8211	Surveillants/Surveillantes de l'exploitation forestière	908
8241	Conducteurs/Conductrices de machines d'abattage	748
8421	Conducteurs/Conductrices de scies à chaîne et d'engins de débardage	550
8422	Ouvriers/Ouvrières en sylviculture et en exploitation forestière	572
8432	Ouvriers/Ouvrières de pépinières et de serres	381
8616	Manœuvres de l'exploitation forestière	494

Source: Statistique Canada, recensement 2001

Compilation : Direction générale adjointe à l'intervention sectorielle, 2005

Selon les données présentées au tableau ci-dessus, la rémunération dans l'exploitation forestière est loin d'être concurrentielle par rapport à celle de deux autres secteurs de l'industrie notamment les scieries et les usines de pâtes et papiers.

Syndicalisation

Le mouvement syndical dans le secteur de l'aménagement forestier reste toujours marginal, et l'information disponible sur le sujet demeure déficiente (CSMOAF, 2006). La syndicalisation y est plus hâtive, et les travailleurs forestiers manifestent peu d'engagement contrairement à ce qui se passe dans les usines de pâtes et papiers ainsi que dans les scieries. Selon Legendre (2006), le plus important facteur est probablement le caractère saisonnier des opérations forestières, associé à la dépendance des travailleurs vis-à-vis d'autres sources d'emploi, telles que l'agriculture, la construction et la pêche. Depuis la reconnaissance officielle du syndicalisme forestier dans les années 1950, le taux de syndicalisation n'a cessé de chuter (Legendre, 2006).

Taux de présence syndicale dans l'exploitation forestière, Québec, 1985-1997

Année	Présence syndicale
1985	68,7%
1986	59,7%
1987	71,1%
1988	50,3%
1989	47,1%
1990	45,1%
1991	57,5%
1992	44,5%
1993	49,3%
1994	-
1995	-
1996	22,7%
1997	33,0%

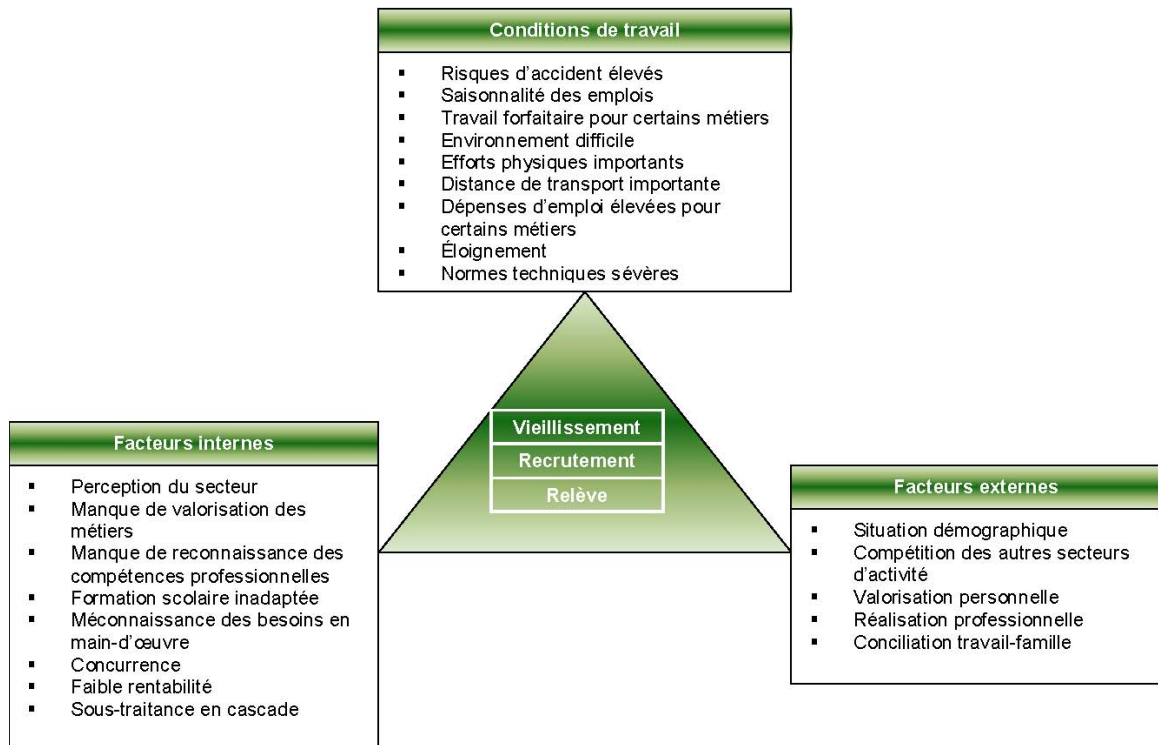
(Bernier, 1999; Legendre, 2006).

D'autres statistiques démontrent que, depuis 2000, il y a eu beaucoup d'efforts déployés par les centrales syndicales auprès des entreprises œuvrant en aménagement forestier. Selon le Registre des normes du travail (2003), il y aurait 43 accréditations accordées dans le domaine de l'aménagement forestier depuis le début de l'année 2000. Plus spécifiquement, il y en aurait environ 7 qui ont été émises pour des coopératives forestières, 9 pour certains regroupements de société en aménagement forestier et quelque 27 accréditations attribuées à d'autres types d'entrepreneur. Nonobstant ces données, il est primordial de préciser que ces données sont sujettes à variation selon la classification des groupes syndiqués ou non qui en est faite. Par exemple, le chiffre de 7 accréditations allouées aux coopératives concernées ne signifie pas automatiquement que tous les travailleurs y sont syndiqués. Plus souvent qu'autrement, ce n'est qu'un groupe de métiers précis ou encore une filiale de l'entreprise qui l'est. Le nombre d'accréditations accordées pour chacun des types d'entreprise varie selon la source.

Néanmoins, des 43 entreprises syndiquées, quelques-unes n'existent plus pour maintes raisons, telles la fermeture ou encore la pratique dans un autre champ d'activité. Ce nombre reste toutefois méconnu mais chose certaine, le nombre 43 ne reflète plus la réalité d'aujourd'hui puisqu'il a diminué.

C'est dans la région du Saguenay-Lac St-Jean, où les emplois sont généralement plus abondants, que l'on compte le plus d'accréditations syndicales (14), suivie de près par la Gaspésie-Bas St-Laurent (13), l'Abitibi-Témiscamingue (10) et finalement, *exequo*, la Côte-Nord, le Centre-du-Québec et l'Outaouais (3) (CSMOAF, 2006).

Facteurs contribuant à l'érosion de la relève dans le secteur de l'aménagement forestier



Source : CS MOAF, 2006

INDUSTRIE DES PÂTES ET PAPIERS

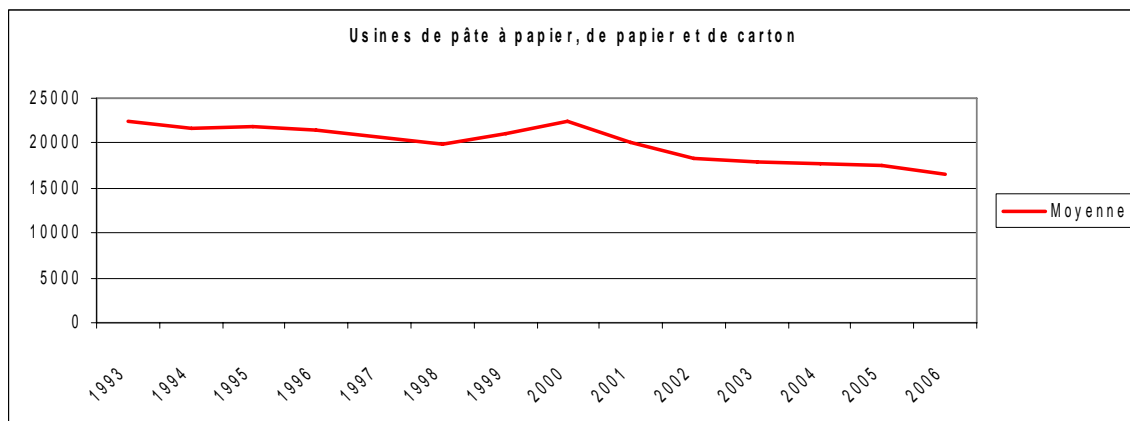
Évolution des indicateurs économiques dans l'industrie des pâtes et papiers

Estimation du nombre total d'employés dans l'industrie québécoise des pâtes et papiers
(1994-2006)

	Usines de pâte à papier, de papier et de carton (SCIAN 3221)
1994	21565
1995	21784
1996	21477
1997	20700
1998	19945
1999	21003
2000	22490
2001	20102
2002	18384
2003	17856
2004	17720
2005	17464
2006	16650

Source : Statistique Canada, Enquête Emploi, gains et durée de travail, 2006

Évolution du nombre d'emplois (1993-2006)



Source : Statistique Canada, cf. Germain Gaudreault (2007)

Dans les usines de pâtes et papiers, le nombre d'emplois est resté relativement stable au milieu des années 90', environ 21 600 entre 1994 et 1996. Fin 90', ce secteur a connu

une baisse d'emplois, mais une hausse a été enregistrée en 2000 avec près de 22 490 emplois. Depuis cette année jusqu'en 2006, le secteur accuse une baisse progressive d'environ 5840 emplois de moins. Selon, le MRNF (2007), depuis avril 2005 jusqu'à septembre 2007, l'industrie des pâtes et papiers a enregistré 1082 pertes d'emplois permanentes et 1176 temporaires (voir annexe 2).

Main-d'œuvre

D'après un sondage mené en 2002 auprès de 54 usines de pâtes et papiers⁹, membres du CIFQ, la main-d'œuvre se répartit selon les catégories professionnelles suivantes :

- production / opérations	10700 - 56%
- entretien	4500 - 24%
- bureaux	1200 - 6%
- cadres	2600 - 14%
Total : 19000 – 100%	

Le taux de syndicalisation est de 40% dans les bureaux et 93% dans les usines. Le SCEP/FTQ est le plus important syndicat de l'industrie avec plus de 65% des travailleurs d'usines syndiqués et plus de 50% employés de bureaux syndiqués. Le 2^e syndicat en importance est la Fédération du Papier de la CSN (Lapointe et Caron, 1994; Concerpro, 2003).

D'après le même sondage, la moyenne d'âge de l'ensemble du secteur s'élève à 45,4 ans.

Dans les usines, environ 2700 employés seront éligibles à la retraite entre 2003 et 2007 inclusivement et 3600 autres de 2008 à 2012 inclusivement. Selon les usines, c'est donc entre 15% (2003—2007) et 35% (2003-2012) des effectifs qui quitteront au cours des prochaines années. Sur l'ensemble des départs à la retraite, 20% à 40% de ces personnes ne seront pas remplacées à la suite de divers programmes de réorganisation du travail et de changement technologique. De plus, certaines fermetures de machines devraient affecter les embauches. Globalement, il y aura une réduction de 2000 emplois au cours des 10 prochaines années soit 10% des emplois actuels en usine. Simultanément, le secteur devra embaucher environ 4 300 nouveaux employés répartis comme suit :

- production / opérations	2500
- entretien	1200
- bureaux	270
- cadres	750

Les perspectives de départ à la retraite sont de 6300 personnes de 2003 à 2012 soit environ le tiers des effectifs actuels. De façon générale, la localisation de l'usine affecte

⁹ Ces 54 usines représentent 97% du volume produit au Québec.

fortement la capacité d'attraction de la main-d'œuvre spécialisée. Par ailleurs, l'image de l'industrie affecte également la capacité d'attraction des jeunes et de la relève. La principale source de concurrence rencontrée par les DRH, au plan du recrutement et de la rétention de la main-d'œuvre provient des autres usines du secteur (Concerpro, 2003).

Coûts de production d'une tonne de papier journal, en 1997

Fibres	24%
Main-d'œuvre	16%
Énergie	16%
Amortissement, intérêts	16%
Administration	13%
Entretien et fournitures	11%
Produits chimiques	4%

Source : PriceWaterhouseCoopers. L'industrie des produits de première transformation au Québec, 1999.

Salaire

La rémunération des travailleurs de l'industrie des pâtes et papiers figure parmi les meilleures au Québec. En 2000, le traitement annuel des travailleurs du secteur des pâtes et papiers (50 556\$) est 20% plus élevé que celui des travailleurs de l'industrie informatique (42 109\$), 19% supérieur à celui des employés de l'industrie du matériel de transport (42 374\$) et 40% supérieurs à ceux offerts par l'industrie manufacturière en général (36 203\$) (Source : ISQ. Industries manufacturières du Québec 2002).

Description des usines de pâtes et papiers en 1999

COMPAGNIE	USINES DE PÂTES ET PAPIERS AU QUÉBEC	PRODUITS	EMPLOYÉS	PRODUCT. (t/jour)	
(acheté par KRUGER depuis 2001)	ABITIBI-CONSOL.	Alma	Papier journal et de spécialité	650	748
	Beaupré	Papier journal	450	508	
	Chandler (Co. Gaspésia) ¹⁰	Papier journal	564	704	
	Grand-Mère	Papiers de spécialité	680	850	
	Jonquière	Papiers de spécialité	800	624	
	La Baie	Papier journal	800	1049	
	Shawinigan (Belgo)	Papier journal	670	967	
	Trois-Rivières (Wayagamack)	Papier journal, papier kraft, papier de spécialité	730	510	
BOWATER	Gatineau	Papier journal	700	1193	
CARTONS ST-LAURENT (acheté par SMURFIT-STONE en 2000)	La Tuque	Cartons d'emballage	700	1220	
	Matane	Carton ondulé	150	342	
CASCADES	Breakeyville	Pâte kraft désencrée	45	120	
	Candiac (Papiers Perkins)	Papiers hygiéniques et de spécialité	360	147	
	Cap-de-la-Madeleine (C. Lupel)	Dessous de tuiles (produit de transformation)	39	122	
	Cap-de-la-Madeleine (Dés. CMD) ¹¹	Pâte désencrée	80	270	
	East Angus	Papiers kraft	300	263	
	East Angus (Cartech)	Cartons d'emballage	100	195	
	Jonquière (Ind. Paperboard)	Carton	215	328	
	Kingsey Falls (Cas. Papier)	Cartons doublure	70	222	
	Kingsey Falls (Ind. Cas.)	Papiers hygiéniques & essuie-tout industriel	150	210	
	Lachute (Papiers Perkins)	Papier serviette	300	48	
	Louiseville	Panneaux isolants	60	n.d.	
TECHNOCELL -CDM LAMINÉS	Drummondville	Papier laminé	230	100	
DAISHOWA	Québec	Papier journal, papier annuaire et carton compact	1050	1414	
DOMTAR	Lebel-sur-Quév., Div. Norkraft) ¹²	Pâte kraft semi/non blanchie	136	756	
	Windsor (Pap. de communic. D)	Kraft blanchi, papiers fins	900	2520	
DOMTAR	Hull	Papiers écriture et impression	450	426	
DONOHUE (acheté par ABITIBI-CONSOL. en 2000)	Amos	Papier journal	250	501	
	Baie-Comeau	Papier journal	800	1421	
	Clermont	Papier journal	420	927	
	St-Félicien	Pâte kraft blanchie	250	956	
(acheté par SFK PÂTE en 2002)					
(acheté par TEMBEC depuis 1999)	Matane	PCTMB	125	456	
F.F. SOUCY	Riv.-du-Loup	Papier journal	300	599	
IND. JAMES MACLAREN (intégré par PAPIERS FRASER depuis 2000)	Thurso	Pâte kraft blanchie	440	648	

¹⁰ Exploitation arrêtée en 1999

¹¹ Exploitation arrêtée depuis 2003

¹² Exploitation arrêtée en 2005

COMPAGNIE	USINES DE PÂTES ET PAPIERS AU QUÉBEC	PRODUITS	EMPLOYÉS	PRODUCT. (t/jour)
J. FORD	Portneuf Station ¹³	Papier revêtement, papiers spéciaux	225	162
KRUGER	Bromptonville	Papier journal	455	596
	Montréal	Carton doublure	190	303
	Trois-Rivières	Papier journal, papiers fins, papiers de spécialité	1200	1680
NORAMPAC	Cabano	Carton ondulé	140	470
	Kingsey Falls (Cas. Forma-Pak)	Pâte moulée et cartons d'emballage	60	187
PAPIERS MASSON	Buckingham (Masson-Angers)	Papier journal	500	587
PAPIERS SCOTT	Crabtree	Papiers hygiéniques, essuie-tout	650	242
	Lennoxville	Papiers hygiéniques	50	47
	Hull	Papiers de spécialité, papiers hygiéniques	505	186
PÂTE MOHAWK	St-Antonin	Pâte mécanique	60	46
PROD. FOR. ALLIANCE (acheté par BOWATER en 2001)	Dolbeau	Papier journal, papiers de spécialité	453	421
	Donnacona	Papier journal, papiers de spécialité	464	461
ROLLAND	St-Jérôme	Papiers fins	600	470
SMURFIT-STONE	New Richmond ¹⁴	Papier kraft non-blanchi, carton doublure	325	628
	Portage-du-Fort (Div. Pontiac)	Pâte kraft blanchie	367	595
TEMBEC	Témiscaming	Pâte mécanique, pâte sulfite, linerboard	930	1534
TRIPAP (UNIFORÉT)	Trois-Rivières ¹⁵	Papiers non couchés	375	352
BENNETT FLEET	Chambly	Carton-fibre	100	21
CARTONS RECY. MTL.	Montréal	Panneaux particules	70	105
EMCO	Pont-Rouge	Panneaux isolants, tuiles pour plafond	235	275
EMCO	Lasalle	Panneaux isolants, tuiles pour plafond	1 000	130
GLASSINE Canada	Québec	Papiers de spécialité, papiers couchés	120	31
PAPIER MALLETTE	St-Raymond	Papier offset couché sur machine	160	180
PAPIER MARLBORO	Drummondville	Papiers hygiéniques, serviettes en papier	35	15
PRODUITS DESBIENS	Desbiens ¹⁶	Papiers hygiéniques, sphaigne (absorbants)	70	30
SPEXEL	Beauharnois ¹⁷	Papiers fins, papiers de spécialité	200	70
UNIFORET	Port-Cartier ¹⁸	Pâte mécanique	450	356

Source : Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec, 1999.

¹³ Exploitation arrêtée en 2003

¹⁴ Exploitation arrêtée en 2005

¹⁵ Exploitation arrêtée en 2000

¹⁶ Exploitation arrêtée en 2000

¹⁷ Démantèlement en 2005

¹⁸ Exploitation arrêtée en 2001

INDUSTRIE DU BOIS DE SCIAGE

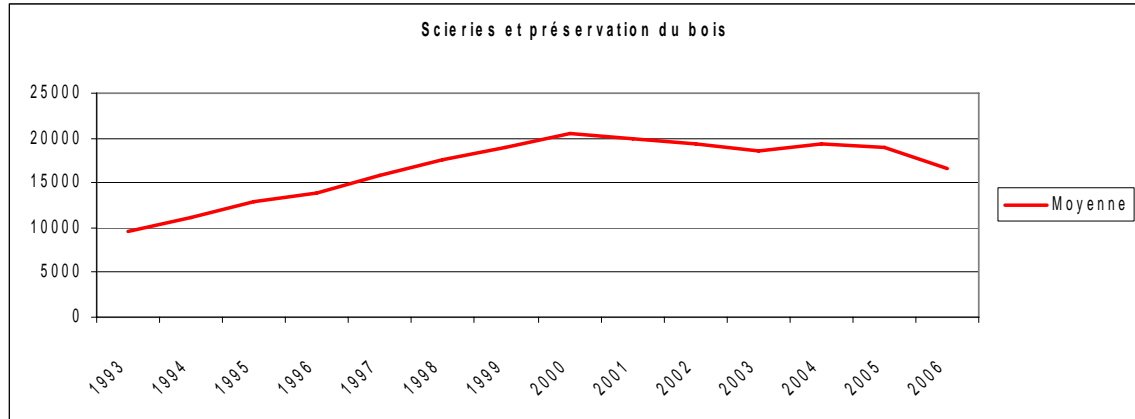
Évolution des indicateurs économiques dans l'industrie du bois de sciage

Estimation du nombre total d'employés dans la fabrication de produits en bois au Québec (1994-2006)

	Fabrication de produits en bois	Scieries et préservation du bois (SCIAN 3211)	Fabrication de placages, de contreplaqués et de produits en bois reconstitué (SCIAN 3212)	Fabrication d'autres produits en bois (SCIAN 3219)
1994	26358	11185	5091	10082
1995	27558	12854	4549	10155
1996	29673	13912	4592	11169
1997	32769	15738	5134	11897
1998	35869	17536	5302	13031
1999	38541	18875	5664	14002
2000	41450	20476	6284	14690
2001	40179	19916	6535	13728
2002	40555	19302	7021	14232
2003	41667	18577	7504	15587
2004	43808	19313	8281	16214
2005	42985	18767	8214	16004
2006	41851	17853	8312	15685

Source : Statistique Canada, Enquête Emploi, gains et durée de travail, 2006.

Les estimations d'emplois dans la fabrication de produits du bois a connu une hausse depuis 1994. En effet, en 1994, les emplois estimés dans ce secteur était de près de 26 353, alors qu'en 2006, ils sont d'environ 41 851, 15 493 emplois de plus. Cependant, dans l'ensemble une légère baisse commence à poindre, si l'on compare l'année 2006 aux trois années précédentes. Ce déclin est beaucoup plus prononcé dans les scieries et la préservation du bois comme le démontre le tableau suivant.



Source : Statistique Canada, cf. Germain Gaudreault (2007)

En effet, le secteur des scieries et la préservation du bois a connu une baisse d'environ 2623 emplois depuis 2000 par rapport au niveau de 2006.

Par ailleurs, en 2000, le Québec comptait 1 144 établissements détenant un permis de scierie. Parmi ce nombre, 861 consomment moins de 10 000 m³ de bois par année, 175 entre 10 000 et 100 000 m³ et 108 plus de 100 000 m³. De ces 1 144 usines, 42,5% scient uniquement des résineux (486 usines), 35,5% principalement des résineux (405 usines), 12% uniquement des feuillus (138 usines) et 10% principalement des feuillus (115 usines) (CSMO des industries du bois de sciage, 2003). Au cours de l'année 2000, la consommation de bois, toutes essences confondues, des usines québécoises de première transformation a été de 73 721 137 m³. Les résineux provenant de la forêt publique tels que le sapin, l'épinette, le pin gris, le mélèze sont les principales sources d'approvisionnement. Les scieries ont amélioré leurs procédés de transformation au cours des dernières années, notamment pour accroître leur productivité et leurs rendements en bois d'œuvre. En effet, les investissements en immobilisations dans les scieries, les usines de bardeaux et la préservation du bois au Québec ont culminé en 1997 avec 253 M \$ d'investissements pour diminuer jusqu'à 88 M \$ en 2001. L'automatisation des fonctions de production, l'acquisition de machineries et d'équipements ont demandé le plus d'investissements soit pour un total de près de 681 M\$ (CSMO des industries du bois de sciage, 2003).

Origine de la matière ligneuse consommée par l'industrie québécoise des pâtes et papiers ('000 000 mètres cubes)

Sources	1970	1980	1990	2000	2001	2001 (%)
Bois rond (forêt publique)	14,2	10,8	6,7	1,6	1,5	5
Bois rond (forêt privée)	3,9	3,9	4,0	2,3	2,0	7
Copeaux, sciures, planures, etc. ^a	3,1	10,1	12,4	20,2	18,5	63
Extérieur du Québec	n.d	n.d	1,2	1,6	1,9	6
Fibres recyclées ^b	n.d	n.d	n.d	5,2	5,6	19
Total	21,2	24,8	24,3	30,9	29,5	100

a. Issus d'usines du Québec

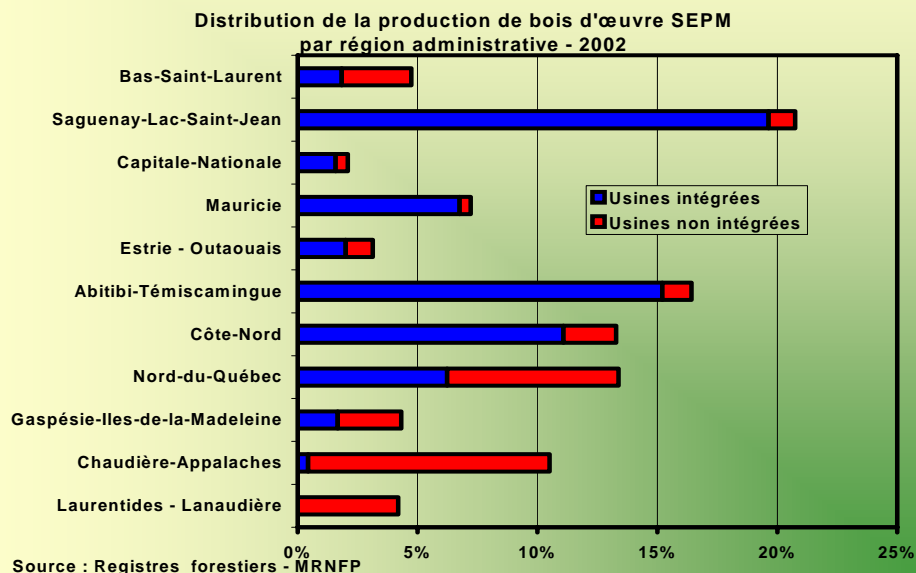
b. Selon le MRN, 1 tonne métrique anhydre de fibre recyclées remplace 3 m³ de bois

Source : Coup d'œil 2002, Conseil des industries forestières du Québec (CIFQ).

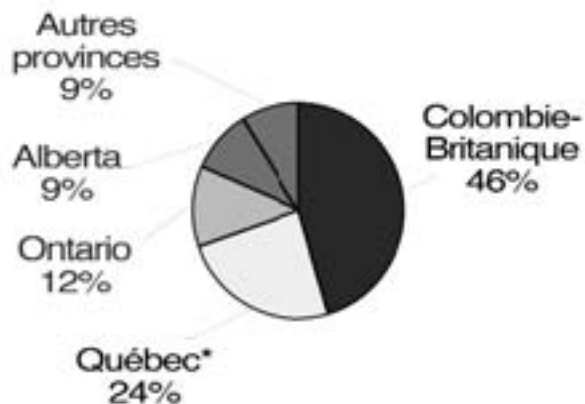
L'augmentation de la capacité de sciage a entraîné l'augmentation de la capacité de production des copeaux. Au cours des quinze dernières années, de nombreuses scieries ont été intégrées à des papetières. En 1970, les divisions forestières des usines de pâtes et papiers récoltaient 67% du bois nécessaire à l'industrie, comparativement à 43% en 1980 et à 30% en 1987. À l'inverse, les copeaux, sciures et planures de l'industrie du bois et du sciage prennent une plus grande place. En 1970, cette source indirecte ne comblait que 15% des besoins de l'industrie, contre 41% en 1980 et 57% set ans plus tard (Mercure, 1996). En 2005, elle en représente 63% (Concerpro, 2003). Des scieries qui ne disposent pas de financement pour l'acquisition d'équipements voués à l'écorçage des grumes se sont retrouvées dans la mire des plusieurs géants financiers, dont les grandes papetières voulant s'assurer de leurs approvisionnements en matière ligneuse et contrôler les coûts d'exploitation. De 1970 à 1976, elles achètent 14 scieries, puis le mouvement d'intégration s'accroît, à tel point qu'en 1987, l'industrie papetière possède des scieries en quantité suffisante pour répondre à plus des quatre cinquième de ses besoins en copeaux (Mercure, 1996).

La proportion de copeaux produits au Québec provenant de scieries intégrées à des papetières était 30% en 1980 et 60% en 1995. Sur 14 papetières qui consomment des copeaux SEPM en 1995, 6 ont un taux d'autosuffisance supérieur à 75% grâce à leurs scieries intégrées, 4 affichent un taux d'autosuffisance compris entre 15% et 75% et 4 ne contrôlent aucune scierie (Bouchriha et al. 2004). En 2000, 55 scieries étaient intégrées à des papetières dans la consommation québécoise autorisée de bois, comparativement à 43 scieries en 1999 (CSMO des industries du bois de sciage, 2003). D'après le tableau suivant, en 2002, environ 67,5% de production de bois d'œuvre SEPM est produit par les scieries intégrées contre 32,5% des scieries non-intégrées.

Scieries intégrées et scieries non intégrées
à des papetières (suite)



Production canadienne de bois d'œuvre résineux (2001)

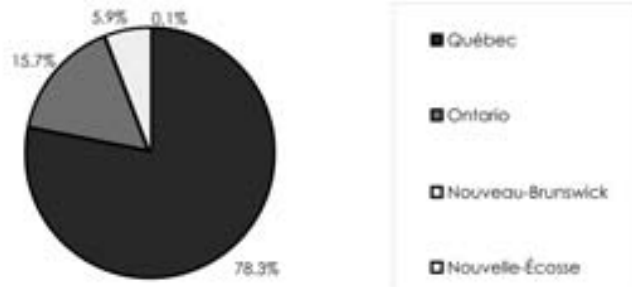


Sources : Statistique Canada; Ministère des Ressources naturelles du Québec; AMBSQ

Le Québec est la deuxième province productrice de bois d'œuvre de résineux au Canada, derrière la Colombie-Britannique, avec environ 24% de la production canadienne, soit plus de 16 millions de m³ par année.

Quant au bois d'œuvre de feuillus, le Québec se place au premier rang des provinces canadiennes, avec 78% de la production canadienne, soit plus de 1 335 000 m³ par année.

Production canadienne de bois d'œuvre feuillus (2001)



Source : Compilation Concerpro, à partir des données provisoires du MRN et de l'AMBSQ (2003).

Le secteur du sciage génère de loin le plus grand nombre d'emplois mais avec une valeur des livraisons/emploi généralement inférieure à 200 000 \$/emploi.

Les placages, contreplaqués et produits en bois reconstitués représentent pratiquement 5 fois moins d'emplois mais génèrent plus de 50% des ventes du sciage et plus de 350 000 \$ de ventes par emploi.

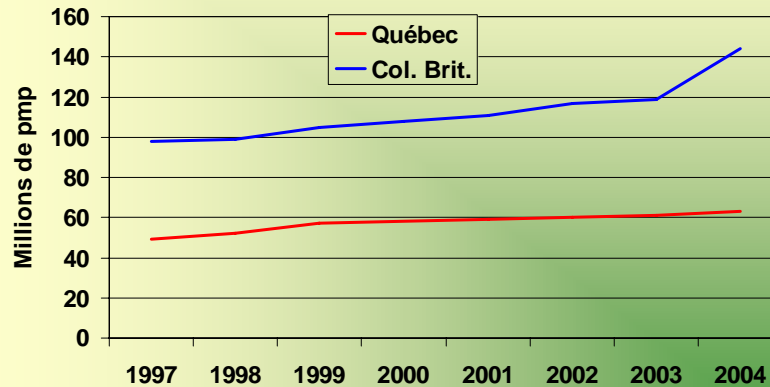
Au plan de la valeur ajoutée par emploi, les panneaux de particules et de fibres présentent de loin le meilleur rendement avec plus de 550 000 \$/emploi.

Depuis les années 1995-1996, les exportations de bois d'œuvre vers l'Europe ont diminué progressivement. Les diminutions d'exportation vers l'Europe sont dues à la qualité des billes de sciage du Québec qui est inférieure à celle d'autres pays et à différents facteurs dont l'attraction du marché américain, les augmentations de volumes provenant des pays baltes et les variations des taux de change des différentes monnaies.

En outre, le marché américain est très convoité par plusieurs pays d'outre-mer. Au terme du premier trimestre de 2002, les importations des États-Unis provenant des pays d'outre-mer ont augmenté de 51%. Divers facteurs expliquent cette augmentation :

- la volonté des Américains d'acheter des produits de meilleure qualité;
- la perturbation du marché à cause des droits compensatoires et antidumping;
- les prix de vente élevés aux États-Unis favorisant la compétition de pays d'outre-mer (CSMO des industries du bois de sciage, 2003).

Taille moyenne des usines de sciage



Source: USDA, 2004

Il reste qu'on trouve au Québec des usines de sciage plus petites et moins modernes par rapport à leurs concurrents directs dont la Colombie-Britannique.

Main-d'œuvre

Environ 38 000 travailleurs œuvrent dans l'industrie du bois de sciage.

Le taux de masculinité est très élevé pour certains métiers et professions. Il varie de 90,5% à 96,5% alors qu'il se situe globalement à près de 55% dans l'ensemble des entreprises du Québec.

La main-d'œuvre est vieillissante dans l'industrie du bois tel qu'indiqué dans le tableau suivant :

	Industrie du bois	Ensemble des entreprises du Québec
15-24 ans	De 3,8% à 22,7%	13,8%
24-44 ans	De 48,1% à 67,9%	55,1%
45 ans et plus	De 12,9% à 48,1%	31,6%

Salaire

Les revenus moyens dans l'industrie pour certains titres d'emplois se situent entre 21 626 \$ et 48 475 \$ comparativement à une moyenne de 35 021 \$ pour l'ensemble du Québec. Cependant, ces revenus sont moins élevés comparativement à ceux des usines de pâtes et papiers.

Bien que les conditions d'admissibilité à l'embauche soient un secondaire V et plus, selon les divers types d'emplois, une forte proportion des travailleurs en emploi ne rencontre pas ce critère.

Le pourcentage d'analphabètes et d'analphabètes fonctionnels est de plus de 30% dans le secteur.

Les perspectives de besoins annuels de main-d'œuvre pour la période 2001-2005 ont été estimées à 1 410 personnes (source : CSMO des industries du bois de sciage, 2003).

Synthèse, analyse de l'environnement externe

Marché	Technologie	Droits compensatoires et antidumping	Pressions environnementales	Politique
<ul style="list-style-type: none"> • Droits US sur le bois d'œuvre font suite aux mesures antérieures • Volonté des clients d'avoir de la qualité : - 100% par pièce et - 100% des pièces • Nouvelles normes de qualité des produits (NLGA) • La qualité est devenue un incontournable pour tous les secteurs • Présence accrue des pays baltes et scandinaves principalement alimentés par notre difficulté à satisfaire les normes de qualité dans le bois d'œuvre • Menace des pays de l'ex-URSS et des pays d'Amérique du Sud • Éco- 	<ul style="list-style-type: none"> • Les usines sont de plus en plus mécanisées / automatisées • Ralentissement en regard d'investissements majeurs dans les nouvelles technologies • Report de certains projets d'investissements • Investissements dans la mécanisation /automatisation des processus actuels de transformation • Investissements faits en fonction de : - disponibilité de la main-d'œuvre - ROI inférieur ou égal à deux ans • Hausse des volumes de production suite aux investissements réalisés en mécanisation / automatiser • 2e transformation prend de plus en plus de place : diversification des produits 	<ul style="list-style-type: none"> • Droits compensatoires de 18,8% et antidumping de 8,4% = 27,2% • Inventaire des usines de sciage à la hausse • Usines continuent de fonctionner : ne veulent pas perdre leurs marchés, clients, fournisseurs, employés • Les entreprises doivent baisser leurs coûts de production • Usines non intégrées à des papeteries sont plus fragiles face aux droits compensatoires • Favorise la présence accrue des pays baltes, scandinaves et d'Amérique du Sud 	<ul style="list-style-type: none"> • Pressions environnementales ont une influence sur la demande des produits forestiers • Clients exigent de plus en plus que les produits soient conformes aux normes environnementales : - CSA - ISO 14001 - FSC • Entreprises doivent se conformer aux lois : - Sur la qualité de l'environnement - Sur les forêts 	<ul style="list-style-type: none"> • Conflit entre industries et MRN • Multiplication des règlements et normes gouvernementales • Ententes autochtones et ses effets sur les approvisionnements, les coûts d'exploitations forestières et sur l'emploi • Loi 136 impliquera des choix de société • Impacts : - des travaux d'aménagement - création de nouvelles aires protégées - décret à venir concernant l'application de la Loi de la construction lors de l'installation d'équipements dans les usines • Volonté de régionalisation des pouvoirs vers les MRC

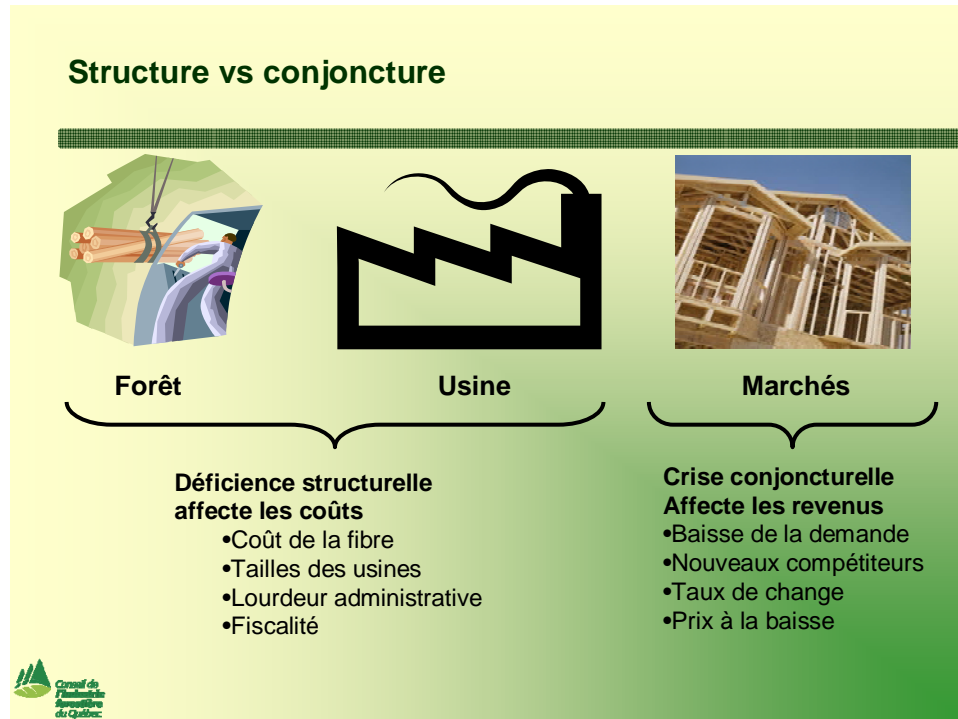
certification (ISO 14001, FSC, CSA) • Concurrence croissante créée par les produits substituts de bois et d'autres matériaux • Nouvelle réglementation relative à la préservation du bois • Taux de change actuel favorable, mais impact négatif si baisse	fabriqués			
---	-----------	--	--	--

Source : CSMO des industries du bois de sciage, 2003.

Présentement, avec le huard qui a repris de la vigueur face au dollar américain, le taux de change n'est plus favorable aux entreprises québécoises qui exportent principalement leurs produits au marché américain, comme l'indique le tableau précédent. En outre, le conflit du bois d'œuvre avec les américains a été réglé en 2006.

PROBLÉMATIQUE

Les facteurs explicatifs de la crise actuelle dans l'industrie forestière sont multiples et complexes. Souvent, les points de vue peuvent être divergents et ce, selon de quel côté l'intervenant se situe, patronal, syndical, gouvernemental, environnemental, etc.¹⁹

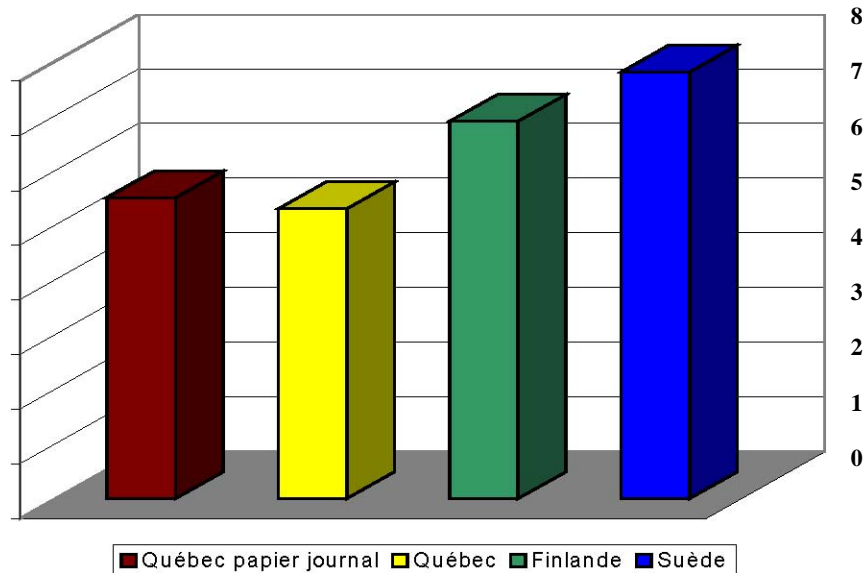


Perte d'avantages compétitifs de l'industrie forestière québécoise :

- le coût de la matière première n'est plus concurrentiel;
- les coûts énergétiques sont en hausse, notamment en ce qui a trait à l'hydroélectricité;
- l'absence d'investissements majeurs depuis plus de 5 ans entraîne un retard technologique important dans les usines;
- la perte d'une expertise de pointe dans la fabrication d'équipements;
- le Québec est aujourd'hui dépassé au plan de la recherche et développement en forêt;
- le dollar canadien en hausse;
- la demande pour une livraison « juste à temps » chez les clients peut également constituer une contrainte supplémentaire pour les entreprises du Québec, etc. (Concerpro, 2003).

¹⁹ Les facteurs explicatifs de la crise forestière sont cités à titre informatif et non pour prendre parti dans le débat en cours au Québec.

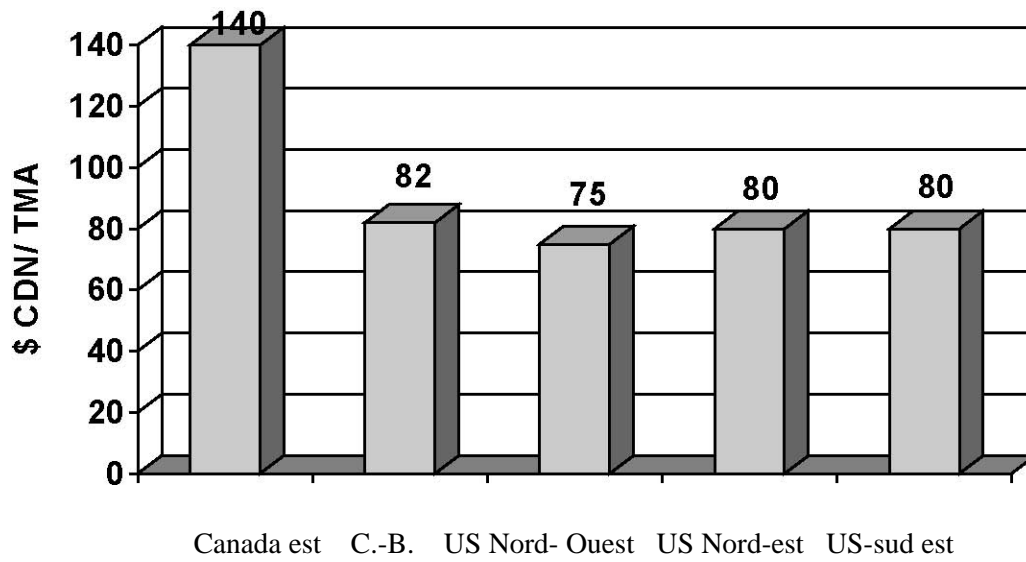
Rendement sur le capital utilisé (moyenne des 5 dernières années)



Source : CIFO, 2003

Selon Peter Barynin, économiste principal de la firme de recherche économique *Recherche Information Systems Inc.*, le Québec compte un nombre disproportionné d'usines à coûts d'exploitation élevés par rapport au reste du continent. Selon cet analyste, si l'industrie veut survivre, elle doit se mettre au niveau de la productivité mondiale. En outre, 90 % des usines de papier journal classées dans les derniers quartiles de coûts de production en Amérique du Nord sont situées dans l'Est canadien, région qui ne représente que 52 % de la capacité de production du continent. Près de 65% des usines de pâtes à coûts élevés sont situées dans l'Est canadien, alors qu'elles n'en représentent que 19 % de la capacité (Les Affaires, Investir, 10 décembre 2005, p.65).

Prix des copeaux en Amérique du Nord (2005)



Source : International Woodfiber Report

Dépenses en immobilisations et en réparations de l'industrie forestière du Québec

Dépenses en immobilisations et en réparations pour la foresterie et l'exploitation forestière (SCIAN 113) au Québec

Années	Immobilisations (M\$)			Réparations (M\$)			Total (M\$)
	Constructions	Machines	Total	Constructions	Machines	Total (M\$)	
1991	11,0	9,1	20,1	..	..	..	..
1992	6,8	15,6	22,4	..	..	..	..
1993	9,9	33,0	43,0	..	..	..	..
1994	9,1	86,0	95,1	1,8	29,9	31,7	126,8
1995	4,6	40,5	45,2	4,3	55,3	59,6	104,8
1996	5,6	47,1	52,8	1,4	16,5	17,9	70,7
1997	7,2	55,3	62,5	4,0	115,7	119,7	182,2
1998	7,5	60,6	68,0	2,9	34,5	37,4	105,4
1999	29,7	102,9	132,6	2,6	78,5	81,1	213,7
2000	x	x	178,5	x	x	89,5	268,0
2001	18,0	119,2	137,2	3,2	127,4	130,5	267,8
2002	18,5	125,9	144,4	x	x	103,0	247,4
2003	13,7	38,9	52,6	27,4	60,2	87,6	140,2
2004	15,5	34,1	49,6	x	x	104,4	154,0
2005	28,0p	52,0p	80,1p	..	..	..	..
2006	31,3e	49,5e	80,9e	..	..	..	..

Sources : Institut de la statistique du Québec : Investissements privés et publics.
Statistique Canada : 61-205 et 61-206 au catalogue.

Dans la foresterie et l'exploitation forestière, quatre années consécutives, de 1999 à 2002, retiennent l'attention quant à son importance en dépenses en immobilisations et en réparations. Il s'agit de dépenses d'environ 250M\$ par an en moyenne.

Dépenses en immobilisations et en réparations de l'industrie des pâtes à papier, des papiers et des cartons (SCIAN 3221) au Québec

Années	Immobilisations (M\$)			Réparations (M\$)			Total (M\$)
	Constructions	Machines	Total	Constructions	Machines	Total	
1991	100,7	700,2	800,9	..	..	..	..
1992	46,8	424,3	471,1	..	..	..	..
1993	35,8	403,1	438,9	..	..	..	..
1994	114,7	679,2	793,9	23,6	504,3	527,9	1 321,8
1995	265,1	784,8	1 049,8	19,8	460,1	479,9	1 529,7
1996	214,7	789,6	1 004,3	22,2	407,8	430,0	1 434,3
1997	97,6	781,4	879,0	22,6	507,0	529,7	1 408,7
1998	82,4	831,9	914,4	27,5	500,4	528,0	1 442,4
1999	113,1	732,7	845,8	37,5	489,2	526,8	1 372,5
2000	252,9	713,5	966,4	47,6	592,2	639,8	1 606,2
2001	48,7	627,0	675,7	33,7	542,0	575,8	1 251,5
2002	67,5	587,6	655,2	44,0	509,9	553,9	1 209,1
2003	55,8	1 063,9	1 119,7	42,3	535,5	577,8	1 697,4
2004	133,3	245,7	379,0	22,1	383,7	405,8	784,8
2005	17,7p	351,8p	369,5p	..	..	..	..
2006	30,2e	363,1e	393,2e	..	..	..	..

Sources : Institut de la statistique du Québec, Investissements privés et publics au Québec.
Statistique Canada : 61-205 et 61-206.

D'après les données indiquées au tableau précédent, les dépenses en immobilisations ont culminé au milieu des années 90'. En effet, cette industrie a dû moderniser ses usines et sa technologie pour sortir de la crise du début des années 90'. Le changement technologique a été marqué essentiellement par l'introduction de la pâte thermo-mécanique, l'élargissement et accroissement de la vitesse des machines à papier ainsi que l'automatisation des procédés. Ainsi, beaucoup de dépenses sont allées en immobilisations dans les constructions des usines modernes et l'achat des nouvelles machines. Les deux dernières années affichent les plus bas niveaux de dépenses en immobilisations.

Dépenses en immobilisations et en réparations de l'industrie de la fabrication de produits en bois (SCIAN 321) au Québec

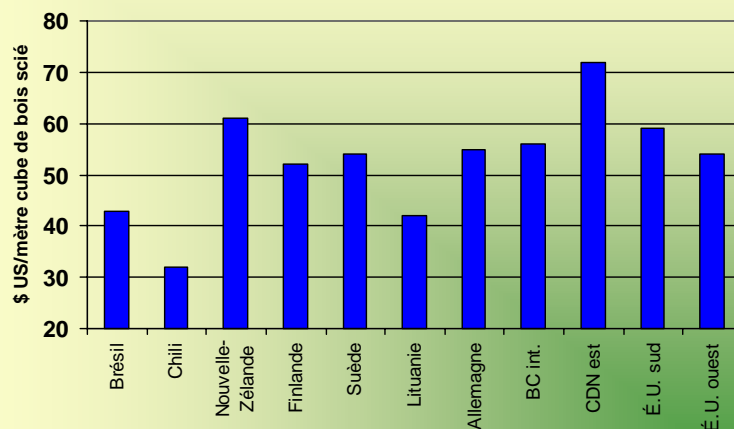
Années	Immobilisations (M\$)			Réparations (M\$)			Total (M\$)
	Constructions	Machines	Total	Constructions	Machines	Total	
1991	26,7	107,1	133,8	..	..	..	..
1992	21,8	85,0	106,8	..	..	..	..
1993	21,8	119,4	141,1	..	..	..	..
1994	48,2	232,4	280,6	8,5	195,0	203,5	484,1
1995	54,2	308,3	362,6	7,4	156,6	164,0	526,6
1996	69,6	306,3	375,8	6,4	111,0	117,5	493,3
1997	102,0	413,8	515,8	8,3	153,5	161,8	677,6
1998	63,6	291,9	355,6	32,4	189,4	221,8	577,3
1999	118,7	344,8	463,5	27,8	158,0	185,8	649,2
2000	59,5	515,4	574,9	13,1	165,9	179,0	753,9
2001	31,1	223,8	254,9	13,2	179,5	192,7	447,6
2002	26,4	191,7	218,1	21,6	200,9	222,5	440,7
2003	40,1	201,7	241,8	34,9	290,5	325,4	567,2
2004	56,6	292,3	348,9	21,5	341,7	363,2	712,1
2005	63,4p	307,1p	370,6p	..	..	..	..
2006	44,4e	285,6e	330,0e	..	..	..	..

Sources : Institut de la statistique du Québec, Investissements privés et publics au Québec.

Statistique Canada : 61-205 et 61-206.

Selon les données présentées dans le tableau précédent, vers la fin de la dernière décennie, c'est-à-dire de 1997 à 2000, il y a eu beaucoup de dépenses en immobilisations et en réparations dans l'industrie de produits en bois. Il s'agit, en moyenne, d'environ 664,5 M\$ par an. D'après ce même tableau, depuis 2002, on constate que ce secteur investit beaucoup plus en réparations des machines par rapport aux années précédentes.

Coûts totaux d'opération des scieries de résineux (2004)



Source: PricewaterhouseCoopers/WOOD Markets, 2005



Comme l'indique le tableau précédent, en 2004, le coût total d'opération des scieries de résineux prévalant dans l'Est du Canada dont le Québec est moins avantageux par rapport à ses concurrents directs. L'écart se creuse entre ses concurrents d'Amérique latine comme le Brésil ou le Chili où leurs coûts sont presque à moitié moins élevés.

Exportation canadienne des produits forestiers (en milliards de \$ CDN)

	États-Unis	Japon	Autres pays d'Asie	Europe de l'Ouest	Autres pays
Bois	13,7\$	2,7\$	0,4\$	0,8\$	0,4\$
Pâtes et papiers	15,0\$	1,2\$	1,6\$	2,5\$	0,8\$
Total des exportations	39,1				

Source : Statistique Canada, 1998

Le Canada étant le plus grand exportateur de produits forestiers au monde, dépend dangereusement du marché des États-Unis qui est également un concurrent selon Égide Karuranga, chercheur au FORAC (2002).

Comme principales menaces de l'industrie forestière canadienne, Karuranga (2002) identifie les facteurs suivants :

- peu de produits à valeur ajoutée et faible pénétration du marché intérieur;
- mondialisation : baisse des coûts et des barrières tarifaires donc plus de concurrents sur le marché traditionnel (USA);
- le principal marché est lui-même un concurrent, producteur et exportateur avec de nouvelles forêts arrivant à maturité, une technologie disponible, un marché intérieur vaste et un lobby de producteurs mieux organisé que les consommateurs;
- peu d'investissements sur les autres marchés;
- émergence de nouveaux concurrents ailleurs avec les forêts privées plus productives (Karuranga, 2002).

Contrairement aux forêts boréales et tempérées du Canada, les forêts tropicales ne subissent pas d'hiver, leur croissance est ultra rapide, de 4 à 7 ans dans le cas par exemple de l'Eucalyptus. De plus, un pays comme le Brésil a des méga usines et ultra modernes. Une seule usine peut produire 900 000 tonnes/année, avec 320 camions par jour parcourant une courte distance de 40 km de la forêt à l'usine, et vice versa. Tandis que les forêts boréales et tempérées connaissent une courte saison de croissance. La plantation d'épinettes s'étale sur 50 ans, avec donc une croissance 10 fois moins rapide par rapport à l'implantation de l'Eucalyptus. En outre, les usines canadiennes sont moins importantes en termes de production (250 000 tonnes/année). S'ajoute à cela, une grande distance de transport entre la forêt et l'usine (+150 km) (Soucy, 2006).

Depuis 15 ans, le papier journal est en régression. Effectivement, la baisse des ventes publicitaires dans l'imprimé comme la presse écrite au profit de la télévision nuit à l'industrie forestière québécoise notamment dans le cas du papier journal où elle est le principal producteur. En outre, la montée des médias électroniques gruge beaucoup de places jadis occupées par le papier journal. Ainsi, l'Internet devient une source privilégiée d'informations aux États-Unis, principal marché de l'industrie forestière québécoise (Turcotte, 2003). À cela s'ajoutent des insuffisances de fibres usagés pour satisfaire aux exigences américaines quant au contenu en fibres recyclés des papiers et cartons vendus aux États-Unis (Lebel et Bouchard, 2000). Enfin, la crise du bois d'œuvre que l'industrie a connu ces dernières années avec les américains qui imposaient les droits compensateurs et les droits antidumping de 27% du prix du bois d'œuvre, ainsi que la réduction de la possibilité ligneuse de près de 22 % ont ébranlé ce secteur.

Par contre, selon Asselin (2007), la baisse récente de la possibilité forestière n'est qu'un retour à la normale après 15 ans de surexploitation des forêts québécoises». Cet auteur déclare, à la sortie du rapport indépendant intitulé «*Emplois en dents de scie*», commandé par Greenpeace, que l'«industrie forestière québécoise n'a pas profité des années de vaches grasses pour investir dans la modernisation des équipements, le développement de nouveaux produits et l'exploration de nouveaux marchés». Asselin

(2007) déplore aussi que l'industrie forestière n'a pu ainsi profiter de l'augmentation de la consommation de produits forestiers dans des pays comme la Chine ou la Russie, qui devraient être vus non pas comme des compétiteurs émergents, mais comme de nouveaux marchés. En outre, un autre facteur explicatif de la nouvelle crise tout comme les quatre crises forestières les plus récentes (1974, 1982-1983, 1991-1994) est lié aux fluctuations du prix du baril de pétrole brut et leurs contrecoups sur l'économie mondiale durant ces périodes (Asselin, 2007).

Quelques autres constats ont été relevés par Luc Bouthillier lors de sa conférence intitulée «*La forêt québécoise : construire sur une crise*» (2007). Il s'agit entre autres de l'approche sectorielle en conflit avec l'approche territoriale. Il est question de deux vues différentes, celle prônant les intérêts des communautés à décider de l'usage de leurs forêts contre celle prônant les intérêts des industriels en conflit avec les besoins des communautés locales qui dépendent de ces mêmes industriels. Un autre constat soulevé par Luc Bouthillier est en rapport avec les revendications autochtones. Cette communauté a besoin de la forêt pour se développer, et M. Bouthillier prêche pour une intégration des valeurs autochtones dans les politiques forestières. L'industrie forestière accuse également, selon le conférencier, une perte de crédibilité et une image négative du secteur dans la capacité d'anticiper et d'innover. Finalement, M. Bouthillier conclut sur quelques enjeux entre autres la révision du lien forêt-usine et l'harmonisation des valeurs environnementales avec les objectifs de production du bois.

Quelques récentes fusions et acquisitions dans l'industrie forestière

Dates	Entreprises impliquées		Action	Location	Valeur
	Entreprise vendue	Entreprise acquéreur			
Jan. 1999	Norampac Montréal, Qc	Metro Waste Recovery filiale de Paperboard Industries Montréal, Qc	Échange	ON : 1 centre de conversion et de récupération É.-U. : 1 usine de panneaux de fibres à densité moyenne	
	Metro Waste Recovery Montréal, Qc	Norampac Montréal, Qc	Échange		Norampac obtient 27,5 % des parts de Metro Waste
Fév. 1999	Shepherd Tissue Memphis, Tennessee	Kruger Inc. Montréal, Qc	Vente	É.-U. : Une usine de papier ménager	Non dévoilé
Avril 1999	Finlay Forest Industries, Inc. Vancouver, C. -B.	Donohue Inc. Montréal, Qc	Vente	C. -B. : 1 papeterie de papier journal 2 scieries	80 millions \$
Sept. 1999	Le Groupe Forex Montréal, Qc	Louisiana-Pacific Corp. Portland, Oregon	Vente	Qc : 3 usines de panneaux OSB 2 scieries	760 millions \$
	Cascades-Paperboard International Montréal, Qc	Tembec Témiscaming, Qc	50 % des actions en circulation dans les papeteries Tartas	France: 1 usine de pâtes	35 millions \$
Déc. 1999	SFG Rexfor Inc. Quebec, Qc Donohue Inc. Montréal, Qc	Tembec Inc. Témiscaming, Qc	Vente	Qc : 1 usine de pâtes	13,5 millions \$
	Malette Rexfor Inc. Montréal, Qc	Tembec Inc. Témiscaming, Qc	Vente	Qc : 1 usine de papier fin	53 millions \$

				1 usine de panneaux PPO	
	Eastern Container Massachusetts	Saint Laurent Paperboard Montréal, Qc	Rachat de 51 % des actions en circulation d'Eastern	É.-U. : 3 ateliers de conditionnement	Non dévoilé
	Fort James Corp. Marathon, Ont.	Tembec Inc. Témiscaming, Qc Kruger Inc. Montréal, Qc	Vente	Ont. : 1 usine de pâtes	100 millions \$
Fév. 2000	Donohue Inc. Montréal, Qc	Abitibi Consolidated Inc. Montréal, Qc	Vente	Qc : 13 scieries 1 usine de pâtes 3 usines de papier journal 2 centrales de cogénération Ont. : 1 usine de papier journal 1 centre de recyclage C. -B. : 1 scierie 1 usine de papier journal É.-U. : 2 usines de papier journal 1 usine de pâtes 6 centres de recyclage 2 centrales de cogénération	7,1 milliards \$
Fév. 2000	Cartons St. Laurent Montréal, Qc	Smurfit-Stone Chicago	Vente	Qc : 2 usines de cartons-caisses 1 atelier de conditionnement 1 industrie des produits en bois	2,04 milliards \$

				massif Ont. : 1 usine de cartons-caisses 3 ateliers de conditionnement É.-U. : 1 usine de cartons-caisses 13 ateliers de conditionnement 4 industries de produits en bois massif	
Sept. 2000	Tembec Inc. Montréal, Qc	La Société La Rochette France	Vente	France : 2 usines de pâte kraft	155 millions de \$
Mars 2001	Tembec Inc. Montréal, Qc (<i>Représente l'achat de 50 % des intérêts dans Excel Forest Products Ltd.</i>)	Excel Forest Products Ltd. Royaume-Uni	Vente	Ont. : 1 scierie - Opatatika	12 millions de \$
Avril 2001	Bowater Inc. Greenville, SC	Produits forestiers Alliance, Montréal, Qc	Vente sujette à approbation	Qc : 2 usines de papiers fin 8 scieries N.-B. : 1 scierie É.-U. : 1 usine de papier journal 1 scierie	1,2 milliard de \$
Juin 2001	Georgia-Pacific Corp. Atlanta, GA	Domtar, Inc. Montréal, Qc	Vente sujette à approbation	É.-U. : 4 usines de papier fin	2,5 milliards de \$
Avril 2002	Tembec inc. et SGF Rexfor connue sous le nom de Produits forestiers Temrex s.e.c.	Produits Forestiers St-Alphonse inc. et scierie de Nouvelle	Coentreprise	Qué. : 2 scieries	65,6 M\$
Juin 2002	Abitibi-Consolidated, St-Félicien	Fonds SFK Pâte	Vente	Qué. : 1 usine de pâte	Non divulgué

Juin 2002	Cascades inc.	American Tissue Inc.	Vente	É.-U. : 1 usine de papier ménager; 2 sites de conversion; 1 unité de fabrication de papier	33 M\$US
Déc. 2002	Bois Omega Ltée, Lac-Supérieur, Qué.	Beaman Lumber, Winchester, N.H.	Vente	É.-U. : 1 scierie	Non divulgué
Avril 2003	Groupe Lebel, Rivière-du-Loup, Qué.	Poutrelles Internationales, Pohenegamook	Vente	Qué. : 1 usine de poutrelles en I	Non divulgué
Avril 2003	Canfor Corp.	Daaquam Lumber Inc. et Produits Forestiers Anticosti	Vente	Qué. : 1 usine de fabrication de bois de sciage; 1 exploitation forestière	50 M\$
Août 2003	Tembec inc.	Nexfor Inc., La Sarre et Senneterre	Vente	Qué. : 2 scieries	49.2 M\$
Novembre 2004	Uniforêt inc.	Uniforêt Scierie-Pâte inc., Foresterie Port-Cartier inc. et 3735061 Canada inc. (Québec)	Fusion	1 scierie	
Février 2005	Cambium Group	Bowater, Degelis (Québec)	Vente	1 usine de traitement	Non divulguées
2006-2007	Domtar + Weyerhaeuser	Domtar + Weyerhaeuser	Fusion		3,3 G\$ CAN
2006-2007	Abitibi-Consolidated + Bowater	AbitibiBowater	Fusion		

Sources : http://www.nrcan-rncan.gc.ca/cfs-scf/national/what-quoi/sof/sof00/review4_f.html (Ressources naturelles Canada, 2000. L'état des forêts au Canada 1999-2000).

http://www.nrcan.gc.ca/cfs-scf/national/what-quoi/sof/sof01/review_f.html (Ressources naturelles Canada, 2001. L'état des forêts au Canada 2000-2001).

http://www.nrcan-rncan.gc.ca/cfs-scf/national/what-quoi/sof/sof04/review_f.html (Ressources naturelles Canada, 2004. L'état des forêts au Canada 2003-2004).

http://www.nrcan.gc.ca/cfs-scf/national/what-quoi/sof/sof05/mergers_f.html (Ressources naturelles Canada, 2006. L'état des forêts au Canada 2004-2005).

http://carrefour.cegep-baie-comeau.qc.ca/r_presse.html

[http://memoireduquebec.com/wiki/index.php?title=Qu%C3%A9bec_\(province\).Industries.For%C3%AAt%2C_p%C3%A2tes_et_papiers](http://memoireduquebec.com/wiki/index.php?title=Qu%C3%A9bec_(province).Industries.For%C3%AAt%2C_p%C3%A2tes_et_papiers)

Depuis les années 90, l'industrie forestière a accentué les activités de rationalisation et de fusions et acquisitions (consolidation).

Accent sur :

- la qualité des produits;
- la productivité;
- le rendement optimal des installations de production;
- l'amélioration des performances environnementales;
- la diversification de la production;
- la réduction des coûts de production.

Causes :

- la maturité des marchés pour les produits de consommation de masse (ex : papier journal);
- la pression soutenue sur les prix, occasionnée par la venue sur le marché de producteurs à très faibles coûts de production;
- le faible rendement sur le capital investi;
- le fait qu'il soit plus économique de faire l'acquisition d'usines existantes que d'en construire de nouvelles lorsqu'on veut augmenter la capacité de production (Concerpro, 2003).

Dave Boulter du Service canadien des forêts résume bien le mouvement des fusions et acquisitions dans les industries des produits forestiers. Ainsi, selon lui, avant 1995, l'activité de fusion et acquisition consistait avant tout en des acquisitions des scieries indépendantes par l'industrie des pâtes et papiers cherchant à garantir ses approvisionnements en résidus et en bois à pâte. En 1995, la plupart des fusions et des acquisitions s'intéressaient davantage à l'intégration des produits. Ainsi, Stone Container Corporation et Boisé Cascade ont regroupé leurs exploitations de papier journal au Canada pour devenir le deuxième fabricant de ce produit en importance en Amérique du Nord et le quatrième dans le monde. La West Fraser a acheté la Ranger Forest Products (division de l'Alberta Energy Co. Ltd.) pour devancer tous ses concurrents canadiens dans la production de bois d'œuvre. La Noranda a acquis Cross Pointe et doublé sa capacité de production de papiers fins. Enfin, Tembec and Spruce Falls a acheté Malette Inc. pour améliorer ses approvisionnements en bois et diversifier ses produits.

Pendant ce temps, les éditeurs de journaux réduisaient leurs avoirs dans l'industrie du papier journal. Le New York Times Co. a cédé à Abitibi-Price sa participation dans la Gaspesia Pulp and Paper.

On assiste aussi à un certain nombre de scissions là où les exploitations délaissées n'ont rien à voir avec les produits de base. Ainsi, Produits forestiers Canadien Pacifique est devenu Avenor Inc. à la suite d'une demande de changement de nom de l'ex-société mère, le Canadien Pacifique Limitée. Domtar a vendu sa division des matériaux de construction et rendu autonome sa division des papiers impression de pâte mécanique désormais appelée Produits forestiers Alliance Inc.

Les investissements étrangers directs, notamment en provenance des États-Unis, ont dominé le tableau pendant le plus clair de ce siècle. Là encore, à cause des importants besoins en capital des établissements de pâtes et papiers, ce sous-secteur s'est situé au cœur de presque tous les investissements. Ceux-ci ont culminé pendant les années 1950 et 1960 pour ensuite diminuer assez rapidement dans la décennie 1970. La principale raison citée pour le retrait des investissements américains du secteur des pâtes et papiers pendant les décennies 1970 et 1980 a été une diminution de la compétitivité, phénomène imputé à toutes sortes de facteurs. Comme les États-Unis ont continué à jouir d'un avantage concurrentiel sur les producteurs canadiens, du moins dans la fabrication de papier journal et de pâte de bois, les entreprises canadiennes ont commencé à investir dans les entreprises américaines (Boulter, 2001).

Sans être la métropole canadienne, Montréal reste aujourd'hui le centre mondial de l'industrie des pâtes et papiers. Les sièges sociaux de l'association canadienne des pâtes et papiers et l'institut canadien de recherche sur les pâtes et papiers s'y trouvent. À la suite de la fusion des compagnies Abitibi-Consolidated qui adoptent Montréal pour leur siège social, Tim Rowland, dans son édition de juillet/août 1997 du *Canadian Paper Analyst* faisait le commentaire suivant : « But with the recent merger and acquisition activity in the industry, Montreal has become, with only slight amount of exaggeration, the most significant urban centre of world pulp, pape and paperboard industry ». Par la suite des fusions de fins 90, les compagnies installées à Montréal contrôlaient 63% de la production canadienne de papier journal et 20% de la production (Poissant, 1998). La nouvelle fusion AbitibiBowater adopte également Montréal comme siège social.

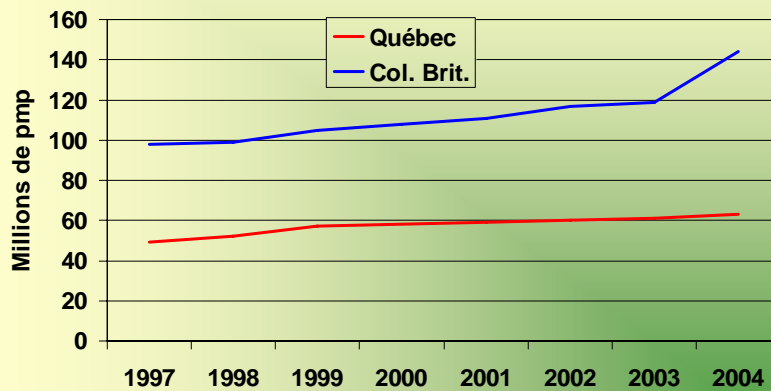
Selon certains analystes, les fusions doivent continuer à se réaliser pour assurer la rentabilité de l'industrie dont le rendement est bien inférieur aux autres industries de base. Les fusions permettent une économie d'échelle, une meilleure rationalisation de l'exploitation et un meilleur contrôle des prix.

Des fusions et acquisitions ont accru la concentration de l'industrie du papier au Québec. Entre 1995 et 2000, douze grandes entreprises papetières canadiennes et étrangères ont été impliquées dans des fusions, dont la plus importante Abitibi-Consolidated qui est devenue avec l'acquisition, en l'an 2000, de Donohue, la principale entreprise de fabrication de papier journal au monde (Bourque et Rioux, 2001). Ce mouvement se poursuit, et la fusion récente d'Abitibi-Consolidated et Bowater retient toute l'attention. Selon Richard Kelertas, analyste des produits forestiers pour *Valeurs mobilières Dundee*, Abitibi et Bowater sont présentement les deux plus gros producteurs de papier journal nord-américains, ainsi que les deuxième et quatrième respectivement au niveau mondial. AbitibiBowater deviendrait le premier producteur mondial de papier journal, le troisième producteur de papier toutes catégories confondues en Amérique du Nord pour ses ventes et le huitième au monde (Les Affaires Investir, samedi 17 février 2007, p. 80).

D'après Michel Soucy, chercheur à la faculté de foresterie à l'Université d'Edmundston, il y a trop d'usines au Canada pour la quantité de papier consommée. Effectivement, 16 sociétés au Québec possèdent 54 usines membres du CIFQ qui produisent 97% du volume produit au Québec (Concerpro, 2003). Le mouvement de

consolidation se poursuit et, selon Michel Vincent du Conseil de l'industrie forestière du Québec, les scieries devront être absolument fondues dans des unités plus grosses et plus efficaces, autrement, on devra tout fermer (La Presse Affaires, 28 décembre 2005). S'appuyant sur les données de Conference Board, Luc Bouthillier remarque que l'industrie forestière a du rattrapage à faire face à sa consolidation. Ainsi, selon Conference Board, sur 20 usines de papier journal, il devrait rester 6 et sur 200 usines de sciage, il devrait en rester 25 (Bouthillier, 2007).

Taille moyenne des usines de sciage



Source: USDA, 2004

Quelques fermetures et mises à pied dans l'industrie québécoise des produits forestiers
(1^{er} avril 2005 au 31 mars 2006)

Dates	Entreprise	Emplacement	Produit ou capacité	Emplois touchés
Mai 2005	Norampac (rue Molson)	Montréal (Québec)	cartons caisse / 480 millions de pieds carrés	215
Mai 2005	Tembec Inc. (scierie La Sarre)	La Sarre (Québec)	bois de sciage	135
Mai 2005	Tembec Inc. (scierie Davidson)	Mansfield-et-Pontefract (Québec)	bois de sciage / 55 000 MBF	209
Mai 2005	Tembec Inc. (scierie Saint-Raymond)	Saint-Léonard-de-Portneuf (Québec)	papiers spécialisés / 68 000 tonnes	165
Juin 2005	Uniboard (chaîne de production 1)	Sayabec (Québec)	panneaux de particules	154
Juillet 2005	Tembec Inc. (scierie TKL)	Témiscaming (Québec)	bois de sciage / 15 000 MBF	29
Août 2005	Smurfit-Stone (usine de New Richmond)	New Richmond (Québec)	cartons caisse / 235 000 tonnes	248
Octobre 2005	Kimberly-Clark Corp.	Saint-Hyacinthe (Québec)	produits hygiéniques	170
Novembre 2005	Domtar Inc. (Lebel-sur-Quévillon) ²⁰	Lebel-sur-Quévillon (Québec)	pâte kraft / 300 000 tonnes	425
Décembre 2005	Abitibi-Consolidated Inc. (usine de rabotage et scierie)	Champneuf (Québec)	bois de sciage / 12 000 MBF	40
Janvier 2006	Cascades Groupe Papiers Fins inc. (machine à papier n° 5)	Saint-Jérôme (Québec)	papier non couché sans bois / 8 000 tonnes	22
Février 2006	Domtar Inc. (Grand Remous et Malartic)	Grand Remous et Malartic (Québec)	bois de sciage / 550 000 MBF	180
Mars 2006	Shermag	Notre-Dame-de-Montauban (Québec)	meubles	59

Sources :

http://www.nrcan-rncan.gc.ca/cfs-scf/national/what-quoi/sof/sof06/mergers_f.html (Ressources naturelles Canada, 2006. L'état des forêts au Canada 2004-2005).

http://carrefour.cegep-baie-comeau.qc.ca/r_presse.html (Revue de Presses sur l'industrie forestière de 2002 au 2007, reportant les sujets qui touchent le secteur : fermetures, grèves, acquisitions, etc.).

²⁰ Fermeture sous forme de «lock-out déguisé».

En 2005, l'industrie forestière québécoise a connu une année mouvementée en termes de fermetures tant temporaire que définitive, partielle ou complète des établissements des produits forestiers. Les estimations de pertes d'emplois depuis l'année 2000 varient d'une source à l'autre, mais il reste que l'année 2005 a particulièrement retenu beaucoup d'attention. Selon le SCEPC, les pertes d'emploi dans l'industrie se chiffraient à 10 000 pour l'an 2005 seulement (La Presse Affaires, 28 décembre 2005). L'industrie a perdu 5% de sa main-d'œuvre en une seule année 2005, d'après Jacques Gauvin, consultant au CIFQ (Les Affaires, Investir, 14 janvier 2006, p. 42). Selon le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (2007), sur 104 400 emplois du secteur en date du 1^e avril 2005, les pertes d'emplois associées aux fermetures d'usines sont estimées à 10543, c'est-à-dire 4654 permanentes et 5889 temporaires (voir annexe 2).

CONCLUSION

Parmi les trois secteurs étudiés, la foresterie et l'exploitation forestière semblent plus affectées en termes de réduction des effectifs. En effet, depuis 2000, ce secteur dont les conditions de travail sont pénibles, a perdu près de la moitié de sa main-d'œuvre. Les autres secteurs ne sont pourtant pas épargnés par l'actuelle crise puisqu'il s'est perdu près de 1082 emplois permanents dans les usines de pâtes et papiers depuis deux ans. Le seul secteur qui ne semble pas être en déclin est la fabrication de produits en bois. Ce constat porte à confirmer qu'il se crée, dans ce secteur, de plus en plus d'emplois dans la 2^e et 3^e transformation des produits forestiers. Cependant, depuis les deux dernières années, les scieries qui font partie de ce secteur connaissent un recul quant au nombre d'emplois.

Les facteurs explicatifs de la crise actuelle sont multiples. On note entre autres la robustesse du huard face au dollar américain, la concurrence des pays émergents (usines plus modernes, plus grandes et plus productives, coûts de production plus avantageux, ...), etc.

Pour sortir de cette impasse, certains ténors prônent entre autres plus de consolidation de l'industrie forestière, plus d'investissements dans les nouveaux marchés et nouveaux produits, etc. D'autres voient la solution via le rapprochement des intérêts des industriels à ceux des communautés locales qui vivent et dépendent de la forêt.

BIBLIOGRAPHIE

ASSELIN, Hugo. 2007. *Emplois en dents de scie : Exploration des facteurs invoqués pour expliquer les crises dans l'industrie forestière québécoise*. Greenpeace Canada. Available at http://sfm-1.biology.ualberta.ca/english/pubs/PDF/PR_2000-34.pdf

BERNIER, Jean. 1999. *Comité de travail interministériel sur les rapports collectifs du travail en milieu forestier*. Rapport. Québec.

BOUCHRIHA, Hanen, Mohamed Ali MAMMOU, Sophie D'AMOURS et Atidel Hadj ALOUANE. 2004. *L'optimisation des contrats d'approvisionnement pour un réseau d'usines de pâtes et papiers*. École d'été FORAC, Université Laval.

BOULTER, Dave. 2001. « Tendances des acquisitions et des fusions dans des industries des produits forestiers ». *Statistique Canada. Service canadien des forêts*.

BOURQUE, Reynald Claude RIOUX. 2001. « Restructuration industrielle et action syndicale locale : Le cas de l'industrie du papier au Québec », *Relations industrielles / Industrial Relations*, vol. 56, n° 2, p. 336-364.

BOUTHILLIER, Luc. 2007. *La forêt québécoise : Construire sur une crise*. Conférence, Faculté de Foresterie et de Géomatique, Université Laval.

BOUTHILLIER, Luc. 1991. *Le concept de rendement soutenu en foresterie dans un contexte nord-américain*. Thèse de doctorat, Université Laval, Faculté de Foresterie et de Géomatique.

BOUTHILLIER, Luc. 1981. « La révocation des concessions forestières », In *L'Aubelle*, No 26, pp. 4-8.

CANESSA, Andrés. 2000. *L'industrie de la transformation du bois, une présence vitale dans plusieurs municipalités québécoises*. Ministère des ressources naturelles, Gouvernement du Québec.

COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DES INDUSTRIES DU BOIS DE SCIAGE. 2003. *Diagnostic sectoriel : Ça va bien mais on touche du bois*. Gouvernement du Québec.

COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE EN AMÉNAGEMENT FORESTIER. 2006. *Diagnostic sectoriel de l'industrie de l'aménagement forestier 2004-2005*. Québec.

COMMISSION D'ÉTUDE SUR LA GESTION DE LA FORÊT PUBLIQUE QUÉBÉCOISE. 2004. *Rapport*. Gouvernement du Québec.

CONFÉRENCE DES COOPÉRATIVES FORESTIÈRES DU QUÉBEC. 2005. *Présentation historique et organisation*. Québec.

CONSEIL DE L'INDUSTRIE FORESTIÈRE DU QUÉBEC. 2005. *Statistiques 2005 : Secteurs sciage de résineux et de feuillus, de déroulage, des pâtes, papiers, cartons et panneaux*. Québec, 7 p.

CONCERPRO. 2003. *Bilan sectoriel de l'industrie des pâtes et papiers du Québec*. Conseil de l'industrie forestière du Québec.

FAO. 2001. *Évaluation des ressources forestières mondiales 2000*. Rapport principal. Étude FAO: Forêts no 140. Rome: FAO.

FILION, Claire. 2006. *L'industrie de la transformation des produits forestiers, une présence vitale dans plusieurs municipalités québécoises*. Gouvernement du Québec.

GAUDREAU, Germain et Miche VINCENT. 2007. *Rencontre avec le département des relations industrielles de l'Université Laval*. 9 février, CIFQ, 14 p.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (ISQ). 2002. *Industries manufacturières du Québec*.

KARURANGA, Egide. 2002. *Vers un déploiement stratégique international de l'industrie forestière canadienne*. Problématique de recherche présentée à la FSA dans le cadre de l'examen de fin de scolarité. Ph.D.

LAPOINTE, Paul-André et Natalie CARON. 1994. *Portrait statistique des usines de pâtes et papiers au Québec, 1989-1993*. CRISES. Collection Études théoriques.

LEBEL, Laurent et Gilles BOUCHARD. 2000. *La forêt au cœur de mon apprentissage. Les ressources forestières du Québec*. Gouvernement du Québec.

LEGENDRE, Camille. 2006. *Le travailleur forestier québécois : Transformations technologiques, socioéconomiques et organisationnelles*. Les Presses de l'Université du Québec.

MERCURE, Daniel. 1996. *Le travail déraciné : l'impartition flexible dans la dynamique sociale des entreprises forestières au Québec*. Les Éditions du Boréal.

MINISTÈRE DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE ET DE LA RECHERCHE, MISSION INDUSTRIE ET COMMERCE. 2002. *Données sur les coopératives forestières déclarantes au Québec de 1985 à 2002*, Direction des coopératives.

MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES. 2002. *Ressources et industries forestières - Portrait statistique Édition 2002*, Direction du développement de l'industrie des produits forestiers.

MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES. 2003. *Ressources et industries forestières - Portrait statistique Édition 2003*, Direction du développement de l'industrie des produits forestiers.

MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES. 1996. *Ressources et industries forestières - Portrait statistique Édition 1996*, Direction du développement de l'industrie des produits forestiers.

MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES. 2005. *Ressources et industries forestières - Portrait statistique Édition 2005*, Direction du développement de l'industrie des produits forestiers.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS DU QUÉBEC. 1999. *Bilan annuel de conformité environnementale : Secteur des pâtes et papiers*. Gouvernement du Québec.

POISSANT, Charles-Albert. 1998. Donohue : *Histoire d'un grand succès québécois*. Éditions Québec Amérique, Montréal.

PRICEWATERHOUSECOOPERS. 1999. *L'industrie des produits de première transformation au Québec*.

REGROUPEMENT DES SOCIÉTÉS D'AMÉNAGEMENT FORESTIER DU QUÉBEC (RESAM). 2005. *Rapport d'activités 1996-1997 à 2004-2005*.

SOUCY, Michel. 2006. *L'industrie des pâtes et papiers : Elle n'est pas en crise, elle est en guerre*. Conférence, Faculté de Foresterie, UMCE.

TESSIER, Isabelle. 2003. *L'économie sociale en milieu forestier : Les coopératives forestières et les organismes de gestion en commun dans le développement des régions-ressources du Québec*. Mémoire de maîtrise en Géographie. UQAM.

TURCOTTE, Claude. 2003. «L'industrie du papier journal se dirige vers une impasse», Réunion annuelle des membres du Conseil des produits des pâtes et papiers, *Le Devoir, Économie*, Samedi 1^e février, p. C3.

Quelques sites Internet consultés :

http://strategis.ic.gc.ca/canadian_industry_statistics/cis.nsf/IDF/cis31-33deff.html

<http://www.cifq.gc.ca/imports/pdf/fr/Statppcp04.pdf>

http://www.nrcan-rncan.gc.ca/cfs-scf/national/what-quoi/sof/sof00/review4_f.html

http://www.nrcan.gc.ca/cfs-scf/national/what-quoi/sof/sof01/review_f.html

http://www.nrcan-rncan.gc.ca/cfs-scf/national/what-quoi/sof/sof04/review_f.html

http://www.nrcan.gc.ca/cfs-scf/national/what-quoi/sof/sof05/mergers_f.html

http://carrefour.cegep-baie-comeau.qc.ca/r_presse.html

[http://memoireduquebec.com/wiki/index.php?title=Qu%C3%A9bec_\(province\)._Industries._For%C3%AAt%2C_p%C3%A2tes_et_papiers](http://memoireduquebec.com/wiki/index.php?title=Qu%C3%A9bec_(province)._Industries._For%C3%AAt%2C_p%C3%A2tes_et_papiers)

http://www.nrcan-rncan.gc.ca/cfs-scf/national/what-quoi/sof/sof06/mergers_f.html

http://carrefour.cegep-baie-comeau.qc.ca/r_presse.html

http://www.statcan.ca/francais/freepub/61-532-XIF/04-boult_f.html

ANNEXES

Expéditions québécoises de pâtes de bois, selon la destination

(En milliers de tonnes métriques)

	1990	2000	2001	2002	2003	2004	%
Canada ¹	610	301	200	232	230	273	18
États-Unis	381	580	548	469	503	451	29
Autres pays	428	683	573	643	788	811	53
Total - Exportations	809	1 263	1 121	1 112	1 292	1 262	82
Expéditions totales	1 419	1 564	1 321	1 344	1 522	1 535	100

¹ Depuis 1992, cette donnée ne comprend plus les ventes entre compagnies apparentées.

Principaux producteurs mondiaux de papier journal en 2003

(En milliers de tonnes métriques)

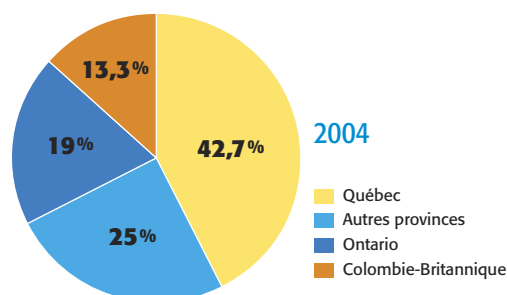
	Production	%	Importations	Exportations
1 Canada	8 488	22	65	8 289
Québec	3 729	10	---	3 186
2 États-Unis	5 149	14	6 345	610
3 Japon	3 552	9	506	245
4 Suède	2 548	7	73	1 994
5 Allemagne	2 251	6	1 218	999
6 Chine	2 029	5	1 039	20
7 Russie	1 814	5	3	1 187
8 Corée du Sud	1 538	4	147	405
9 Royaume-Uni	1 038	3	1 523	239
10 Finlande	946	3	61	744
Sous-total	29 353	78	10 980	14 732
Autres pays	8 445	22		
Total - Monde	37 798	100		

Production canadienne de papier journal

(En milliers de tonnes métriques)

	1990	2000	2001	2002	2003	2004
QUÉBEC	4 107	3 848	3 558	3 726	3 729	3 488
Ontario	1 628	1 924	1 620	1 595	1 578	1 553
Colombie-Britannique	1 763	1 428	1 264	1 161	1 191	1 088
Autres provinces	1 570	2 022	1 928	1 972	1 990	2 044
CANADA	9 068	9 221	8 373	8 455	8 488	8 173

Part du Québec de la production canadienne (%)	45,3	41,7	42,5	44,1	43,9	42,7
--	------	------	------	------	------	------



Principaux exportateurs de papier journal

(En milliers de tonnes métriques)

	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003
Canada	7 707	8 722	9 162	8 052	7 783	8 139	8 289
Québec	3 378	3 529	3 448	3 343	3 080	3 270	3 186
Suède	1 238	1 772	1 983	2 133	1 869	1 895	1 994
Russie	-	-	1 005	1 161	1 175	1 160	1 187
Allemagne	91	429	561	765	890	1 097	999
Autres pays	3 262	4 413	5 123	5 577	6 150	5 877	5 906
Exportations totales	12 299	15 336	17 834	18 067	17 867	18 109	18 375

Part relative du

Québec dans le

marché mondial des

exportations (en %)

	27,5	23,0	19,3	18,5	17,2	18,1	17,3
--	------	------	------	------	------	------	------

(-) Volume négligeable.

Principaux producteurs mondiaux de pâtes et papiers en 2003

(En milliers de tonnes métriques)

	Production de papiers et cartons	%	Exportations de papiers et cartons	Exportations de pâtes
États-Unis	80 800	25	8 349	5 114
Chine	37 929	12	4 348	52
Japon	30 457	9	633	168
Canada	20 100	6	15 444	11 388
Québec	9 697	3	5 586	1 292
Allemagne	19 310	6	10 366	433
Finlande	13 058	4	11 734	2 385
Suède	11 062	3	9 080	3 296
Corée du Sud	10 148	3	2 739	0
France	9 939	3	5 057	454
Italie	9 373	3	2 885	24
Sous-total	242 176	74		
Autres pays	85 889	26		
Total - Monde	328 065	100		

Production canadienne de pâtes, papiers et cartons

(En milliers de tonnes métriques)

	1980	1990	2000	2001	2002	2003	2004
QUÉBEC	6 332	7 717	10 278	9 613	9 993	9 697	9 814
Ontario	4 585	5 143	6 472	5 841	6 023	5 494	5 530
Colombie-Britannique	5 649	6 694	8 428	7 413	7 372	7 523	7 706
Autres provinces	4 022	4 620	6 717	6 361	6 979	6 960	7 183
CANADA	20 588	24 174	31 895	29 217	30 061	29 675	30 233

SOMMAIRE DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE FORESTIÈRE PAR CATÉGORIES D'USINES
en date du 14 septembre 2007

Faits saillants

- Les données **Pribec**, publiées le 14 septembre 2007, mentionnent que les marchés américains du bois d'œuvre résineux ont connu une activité difficile cette semaine. Les prix ont évolué à la baisse tout au long de la semaine, entraînés par la baisse des prix dans l'Ouest. Les marchés canadiens ont aussi connu peu de transactions mais la baisse des prix fut moins prononcées.
- L'indice de prix composé **Pribec** termine la semaine à 315,31 \$ CA par Mpmp par rapport à 326,19 \$ CA par Mpmp la semaine dernière, baisse amplifiée par l'avancée de 1,95 cent du dollar canadien lequel a dépassé les 97 cents US vendredi le 14 septembre. L'indice de prix Toronto (vert) perdait 0,57 \$ CA alors que l'indice Columbus (sec) perdait 6,29 \$ US. L'an dernier, ce prix composé **Pribec** était à 347,92 \$ CA par Mpmp.
- Par rapport à la situation au 1^{er} avril 2005, on dénombre 64 usines concernées par une fermeture définitive ou une réduction permanente de postes, ce qui touche 4 654 emplois sur les 104 400 emplois estimés au 1^{er} avril 2005 pour les secteurs des produits du bois, des pâtes, du papier et du meuble en bois. Par ailleurs, en date du 14 septembre 2007, 92 autres usines sont touchées par une fermeture temporaire ou une réduction temporaire de personnel, ce qui touche 5 889 emplois. Par rapport à la situation au 1^{er} avril 2005, on compte donc un total de 156 usines affectées par des fermetures permanentes ou temporaires.
- En août 2007, le Québec comptait 292 600 personnes en recherche d'emploi pour un taux de chômage désaisonnalisé de 7,0 %, une hausse de 0,1 % par rapport à juillet 2007. Ce taux s'établissait à 7,9 % en août 2006.

			Emplois du secteur au 1 ^{er} avril 2005 ¹	PERTES D'EMPLOIS ASSOCIÉES AUX FERMETURES D'USINES				
				permanentes depuis le 1 ^{er} avril 2005 (Nombre d'usines)	p/r à la semaine précédente	temporaires en date de ce rapport (Nombre d'usines)	p/r à la semaine précédente	
1 ^{re} transformation	Industrie des produits du bois (incluant les scieries)	Avec CAAF	25 500	1 030 (18 usines)	→	3 636 (64 usines)	↘	
		Sans CAAF		141 (4 usines)	→	321 (8 usines)	→	
	Industrie des pâtes et du papier	Avec CAAF	17 500	340 (6 usines)	→	140 (1 usine)	↘	
		Sans CAAF		742 (8 usines)	→	1 036 (3 usines)	↗	
	2 ^e / 3 ^e transformation	Industrie des produits du bois		18 275	293 (10 usines)	→	482 (10 usines)	→
		Industrie des pâtes et du papier		12 750	686 (5 usines)	→	30 (1 usine)	→
Industrie du meuble			30 375	1 422 (13 usines)	→	244 (5 usines)	→	
1 : selon une répartition du MRNF								
Total			104 400	4 654 (64 usines)	→	5 889 (92 usines)	↘	

Notes

- Les données du présent tableau sont issues de compilations par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune à partir de données disponibles publiquement (communiqués d'entreprises, médias, etc.). Ainsi, le lecteur doit être conscient des limites de précision de ces informations, d'une part, parce que la définition d'un emploi est très variable d'un organisme à l'autre (emplois occasionnels ou équivalents temps complet) et d'autre part, parce que les entreprises concernées ne communiquent pas publiquement et de façon systématique leur décision de fermeture ou de réouverture. Il est également important de souligner que ce bilan ne permet pas d'illustrer les mouvements nets de main-d'œuvre, puisque des personnes qui ont perdu leur emploi ont pu en retrouver un dans une autre entreprise ou un autre secteur. L'interprétation de ces données doit donc tenir compte des limites énoncées précédemment.
- Il est par ailleurs difficile de compiler des statistiques fiables sur les pertes d'emploi en forêt étant donné le caractère saisonnier de ces emplois et le fait que les relations d'affaires s'exercent directement entre les entrepreneurs en forêt et les industriels sans divulgation publique.
- La forte appréciation de la devise canadienne, la chute des mises en chantier aux États-Unis, les coûts des carburants, la baisse structurelle de la demande, notamment dans les produits papetiers et les panneaux pour le meuble, et la forte concurrence des marchés d'outre-mer ont tous, à divers degrés, affecté les entreprises. Pour d'autres, les difficultés sont liées à un conflit de travail, une baisse saisonnière des activités, une faillite ou l'impossibilité de faire fonctionner l'usine.

Liste des usines fermées

Usines touchées	156
Scieries SEPM (20 %)	13
Autres	143

	permanentes	temporaires
Mises à pied totales	4654	5889
Scieries SEPM (20 %)	403	289
Autres	4251	5600

Entreprise	Localité	Région	Catégories	Type de fermeture	CAAF	Emplois permanents	
						depuis le 1 ^{er} avril 2005	Emplois temporaires en date de ce rapport
Fermetures complètes et permanentes							
Bois de sciage Lafontaine inc.	Mont-Carmel	1	1 ^{re} bois	permanente	oui	20	
J.D. Irving Itée	Pohénégamook	1	1 ^{re} bois	permanente	non	58	
Félix Huard inc.	Amqui	1	1 ^{re} bois	permanente	oui	26	
Les Parquets Concerto inc.	Sainte-Florence	1	2 ^e bois	permanente	non	45	
Multibois, div. de 9063-4221 Québec inc.	Saint-René-de-Matane	1	1 ^{re} bois	permanente	oui	5	
Spécialités G.D.S., div. de G.D.S. Valoribois inc.	Dégelis	1	2 ^e bois	permanent	non	13	
Bowater Mills inc.	Girardville	2	1 ^{re} bois	permanente	oui	13	
Cascades inc. [Fjordcell]	Jonquière	2	1 ^{re} papier	permanente	non	70	
Produits forestiers Saguenay inc.	La Baie	2	1 ^{re} bois	permanente	oui	12	
Scierie Lemay inc.	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2	1 ^{re} bois	permanente	oui	100	
Synerbois inc.	Dolbeau-Mistassini	2	2 ^e bois	permanente	non	10	
Tembec inc.	Saint-Léonard-de-Portneuf	3	1 ^{re} papier	permanente	non	165	
Boiseries Vaillancourt, div. des Équipements L.V. inc.	Trois-Rivières	4	meubles	permanente	non	20	
Mégabois (1989) inc.	Lac-Mégantic	5	1 ^{re} bois	permanente	non	48	
Produits forestiers Champlain inc.	Bury	5	2 ^e bois	permanente	non	25	
Scierie Geoffroy inc.	Danville	5	1 ^{re} bois	permanente	non	20	
Cascades Groupe Carton Plat — Montréal	Montréal	6	2 ^e papier	permanente	non	205	
Norampac inc., division Montréal	Montréal	6	2 ^e papier	permanente	non	215	
Sofas International div. de Shermag inc.	Montréal	6	meubles	permanente	non	70	
SPB Canada inc.	Montréal	6	2 ^e papier	permanente	non	30	
Domtar inc.	Grand-Remous	7	1 ^{re} bois	permanente	oui	100	
Lauzon-Ressources forestières inc.	Maniwaki	7	1 ^{re} bois	permanente	oui	70	
Tembec Davidson (rependra ses opérations)	Mansfield et Pontefract	7	1 ^{re} bois	permanente	oui	169	
Tembec Davidson	Mansfield et Pontefract	7	1 ^{re} bois	permanente	oui	40	
Domtar inc.	Malartic	8	1 ^{re} bois	permanente	oui	80	
Tembec inc., usine TKL	Témiscaming	8	1 ^{re} bois	permanente	oui	29	
Tembec Industries inc. (Lasarre-N)	La Sarre	8	1 ^{re} bois	permanente	oui	135	
Katahdin Pâte Québec inc.	Port-Cartier	9	1 ^{re} papier	permanente	non	80	
Scierie Norbois inc.	Rivière-Pentecôte	9	1 ^{re} bois	permanente	oui	40	
G.D.S. Nov-I-Bois inc.	Gaspé	11	2 ^e bois	permanente	non	40	
Pabaced G.D.S. inc., div. New Richmond	New Richmond	11	1 ^{re} bois	permanente	oui	12	
Scierie Pékan	Sainte-Anne-des-Monts	11	1 ^{re} bois	permanente	oui	2	
Smurfit-Stone inc.	New Richmond	11	1 ^{re} papier	permanente	non	248	
Bédard div. de Shermag inc.	Saint-Étienne-de-Lauzon	12	meubles	permanente	non	183	
Collection 45e Parallèle inc.	Saint-Agathe	12	meubles	permanente	non	30	
Jeld-Wen Canada Itée	Saint-Apollinaire	12	2 ^e bois	permanente	non	84	
Meuble Solibois inc.	Saint-Benoît-Labre	12	meubles	permanente	non	25	
Meubles Beaucerons inc.	Saint-Georges	12	meubles	permanente	non	70	
Shermag inc.	Disraéli	12	meubles	permanente	non	183	
Maax Cabinets inc.	Laval	13	meubles	permanente	non	430	
LFP Canada inc.	Joliette	14	meubles	permanente	non	68	
Corporation des Bois Rimprex	Saint-Jean-sur-Richelieu	16	2 ^e bois	permanente	non	25	
Kimberly-Clark Corp.	Saint-Hyacinthe	16	2 ^e papier	permanente	non	170	
Kruger inc. (Gérard Crête & Fils)	Saint-Charles-sur-Richelieu	16	2 ^e bois	permanente	non	35	
Meubles Roxton Temple Stuart Itée	Waterloo	16	meubles	permanente	non	100	
Papier International du Canada inc.	Longueuil	16	2 ^e papier	permanente	non	36	
Plessi inc.	Plessisville	17	meubles	permanente	non	65	
Shermag inc., usine HPL	Victoriaville	17	meubles	permanente	non	95	
Réduction permanente des effectifs							
Bois B.S.L. inc.	Mont-Joli	1	2 ^e bois	permanente	non	16	
Tembec Matane inc.	Matane	1	1 ^{re} papier	permanente	oui	15	
Uniboard Canada inc., div. Sayabec	Sayabec	1	1 ^{re} bois	permanente	oui	154	
Bowater produits forestiers du Canada inc.	Dolbeau-Mistassini	2	1 ^{re} papier	permanente	non	52	130
Bowater produits forestiers du Canada inc.	Donnacona	3	1 ^{re} papier	permanente	non	55	
Compagnie Abitibi-Consolidated du Canada	Shawinigan	4	1 ^{re} papier	permanente	non	50	
Compagnie Abitibi-Consolidated du Canada	Shawinigan (Grand-Mère)	4	1 ^{re} papier	permanente	oui	40	
Les Industries Perron inc.	Trois-Rivières	4	2 ^e bois	permanente	non	30	
Meubles Canadel inc.	Louiseville	4	meubles	permanente	non	83	35
Kruger inc.	Trois-Rivières	4	1 ^{re} papier	permanente	oui	155	
Kruger Wayagamack inc.	Trois-Rivières	4	1 ^{re} papier	permanente	oui	30	
Domtar inc.	Windsor	5	1 ^{re} papier	permanente	oui	86	
Papiers Fraser inc. — Opérations de Thurso	Thurso	7	1 ^{re} papier	permanente	oui	14	
Boisaco inc.	Sacré-Coeur	9	1 ^{re} bois	permanente	oui	23	
Uniboard Canada inc., div. Val-d'Or	Val-d'Or	8	1 ^{re} bois	permanente	non	15	
Cascades Groupe Papiers Fins inc.	Saint-Jérôme	15	1 ^{re} papier	permanente	non	22	
Fermetures temporaires							
Bois œuvre Cédrico inc., usine Price	Price	1	1 ^{re} bois	temporaire	oui		25
Bowater Mills inc.	Price	1	1 ^{re} bois	temporaire	oui		48
Écoced G.D.S. inc., div. Matane	Matane	1	1 ^{re} bois	temporaire	non		5
G.D.S. Valoribois inc., div. Matane	Matane	1	2 ^e bois	temporaire	non		49
Groupe Lebel inc.	Saint-Michel-du-Squatec	1	1 ^{re} bois	temporaire	oui		15
Pabaced G.D.S. inc., div. Esprit-Saint	Esprit-Saint	1	1 ^{re} bois	temporaire	oui		22
Pabaced G.D.S. inc., div. Saint-Eusebe	Saint-Eusebe	1	1 ^{re} bois	temporaire	oui		9
Richard Pelletier & Fils inc.	Saint-Michel-du-Squatec	1	1 ^{re} bois	temporaire	oui		40
Scierie SerDam inc.	La Rédemption	1	1 ^{re} bois	temporaire	oui		24
Bois francs Ferland-Boilleau inc.	Ferland-Boilleau	2	2 ^e bois	temporaire	non		34
Bowater produits forestiers du Canada inc.	Dolbeau-Mistassini	2	1 ^{re} bois	temporaire	oui		35
Compagnie Abitibi-Consolidated du Canada	Girardville-Normandin	2	1 ^{re} bois	temporaire	oui		8

Entreprise	Localité	Région	Catégories	Type de fermeture	CAAF	Emplois permanents	
						depuis le 1 ^{er} avril 2005	Emplois temporaires en date de ce rapport
Compagnie Abitibi-Consolidated du Canada	La Doré	2	1 ^{er} bois	temporaire	oui		30
Compagnie Abitibi-Consolidated du Canada	Roberval	2	1 ^{er} bois	temporaire	oui		42
E. Tremblay & Fils ltée	Alma	2	1 ^{er} bois	temporaire	oui		50
Industrie Bois Lamontagne inc.	Saint-Prime	2	2 ^e bois	temporaire	non		40
Industries T.L.T. inc.	Sainte-Monique	2	1 ^{er} bois	temporaire	oui		40
Produits forestiers Lambois inc.	La Doré	2	1 ^{er} bois	temporaire	oui		25
Produits forestiers Saguenay inc.	Laterrière	2	1 ^{er} bois	temporaire	oui		65
Rabotage Lemay inc.	Saint-François-de-Sales	2	1 ^{er} bois	temporaire	non		70
Séchoir des Bois du Lac Vert inc.	Hébertville	2	2 ^e bois	temporaire	non		38
Compagnie Abitibi-Consolidated du Canada	La Tuque	4	1 ^{er} bois	temporaire	oui		60
Gérard Crête & fils inc.	La Tuque	4	1 ^{er} bois	temporaire	oui		24
Kruger inc., div. Scierie Parent	La Tuque	4	1 ^{er} bois	temporaire	oui		145
Kruger Wayagamack inc.	Trois-Rivières	4	1 ^{er} papier	temporaire	oui		140
La Compagnie Commonwealth Plywood ltée	La Tuque	4	1 ^{er} bois	temporaire	oui		28
La Compagnie Commonwealth Plywood ltée	Shawinigan	4	1 ^{er} bois	temporaire	oui		35
Produits forestiers La Tuque inc.	La Tuque	4	1 ^{er} bois	temporaire	oui		26
Scierie Montauban inc.	Notre-Dame-de-Montauban	4	1 ^{er} bois	temporaire	oui		59
Blanchette & Blanchette inc.	Weedon	5	1 ^{er} bois	temporaire	non		60
Chandéric, division de Shermag inc.	Sherbrooke	5	meubles	temporaire	non		19
Groupe Cabico inc.	Coaticook	5	meubles	temporaire	non		74
Placage Lennox, division de Shermag inc.	Sherbrooke	5	meubles	temporaire	non		12
Scotstown, division de Shermag inc.	Dudswell	5	meubles	temporaire	non		74
Société en commandite Tafisa	Lac-Mégantic	5	1 ^{er} bois	temporaire	non		68
Bowater produits forestiers du Canada inc.			1 ^{er} papier	temporaire	non		176
Bowater produits forestiers du Canada inc.	Gatineau	7	1 ^{er} papier	temporaire	non		275
Industries Maibec inc.	Clarendon	7	1 ^{er} bois	temporaire	oui		38
La Compagnie Commonwealth Plywood ltée	Denholm	7	1 ^{er} bois	temporaire	oui		32
La Compagnie Commonwealth Plywood ltée	Northfield	7	1 ^{er} bois	temporaire	oui		52
La Compagnie Commonwealth Plywood ltée	Rapide-des-Joachims	7	1 ^{er} bois	temporaire	oui		36
Lauzon-Planchers de bois exclusifs inc.	Thurso	7	1 ^{er} bois	temporaire	oui		104
Les Bois jointés de l'Outaouais	Low	7	2 ^e bois	temporaire	non		26
Les Entreprises Atlas (1985) inc.	Low	7	1 ^{er} bois	temporaire	oui		62
Papier Scott ltée, division White Swan	Gatineau	7	2 ^e papier	temporaire	non		30
Compagnie Abitibi-Consolidated du Canada			1 ^{er} bois	temporaire	oui		40
Compagnie Abitibi-Consolidated du Canada	Champneuf	8	1 ^{er} bois	temporaire	oui		30
La Compagnie Commonwealth Plywood ltée	Belleterre	8	1 ^{er} bois	temporaire	oui		20
La Compagnie Commonwealth Plywood ltée	Belleterre	8	1 ^{er} bois	temporaire	oui		50
La Compagnie Commonwealth Plywood ltée	Kipawa	8	1 ^{er} bois	temporaire	oui		40
La Compagnie Commonwealth Plywood ltée	Kipawa	8	1 ^{er} bois	temporaire	oui		110
Optibois inc.	Barraute	8	1 ^{er} bois	temporaire	oui		35
Scierie Gallichan inc.	Launay	8	1 ^{er} bois	temporaire	oui		80
Tembec Industries inc.	La Sarre	8	1 ^{er} bois	temporaire	oui		148
Temlam inc.	Ville-Marie	8	1 ^{er} bois	temporaire	oui		100
Compagnie Abitibi-Consolidated du Canada			1 ^{er} bois	temporaire	oui		75
Compagnie Abitibi-Consolidated du Canada	Baie-Comeau	9	1 ^{er} bois	temporaire	oui		110
Compagnie Abitibi-Consolidated du Canada	Baie-Comeau	9	1 ^{er} papier	temporaire	non		30
Industries G.D.S. inc.	Rivière Saint-Jean	9	1 ^{er} bois	temporaire	oui		19
Kruger inc., div. HCN Rabotage	Longue-Pointe	9	1 ^{er} bois	temporaire	non		30
Kruger inc., division Scierie HCN	Forestville	9	1 ^{er} bois	temporaire	oui		100
Kruger inc., division Scierie Manic	Ragueneau	9	1 ^{er} bois	temporaire	oui		135
Compagnie Abitibi-Consolidated du Canada	Lebel-sur-Quévillon	10	1 ^{er} bois	temporaire	oui		33
Domtar inc. (pâte)	Lebel-sur-Quévillon	10	1 ^{er} papier	temporaire	non		425
Domtar inc.	Lebel-sur-Quévillon	10	1 ^{er} bois	temporaire	oui		150
Domtar inc.	Matagami	10	1 ^{er} bois	temporaire	oui		115
Les Chantiers de Chibougamau ltée	Chibougamau	10	2 ^e bois	temporaire	non		60
Bois d'œuvre Cédrico inc., usine La Martre	La Martre	11	1 ^{er} bois	temporaire	oui		25
Bois Rocher Percé G.D.S., div. Bois Marsoui G.D.S. inc.	Grande-Rivière	11	1 ^{er} bois	temporaire	oui		34
Écocod G.D.S. inc., Grande-Vallée	Grande-Vallée	11	1 ^{er} bois	temporaire	oui		20
Groupe Lebel inc.	Cap-Chat	11	1 ^{er} bois	temporaire	oui		45
Industries G.D.S. inc.	Pointe-à-la-Croix	11	1 ^{er} bois	temporaire	oui		42
Les Cèdres Chics-Chocs G.D.S. inc.	Sainte-Anne-des-Monts	11	1 ^{er} bois	temporaire	oui		13
Produits forestiers Bonavignon inc.	Maria	11	1 ^{er} bois	temporaire	oui		10
Boiscarvin inc.	Sainte-Justine	12	1 ^{er} bois	temporaire	non		28
Industries Maibec inc., division St-Théophile	Saint-Théophile	12	1 ^{er} bois	temporaire	oui		17
Les Bois francs Benoit inc.	Saint-Gabriel-de-Brandon	14	1 ^{er} bois	temporaire	oui		45
Louisiana-Pacific Canada Ltd, div. Québec St-Michel OSB	Saint-Michel-des-Saints	14	1 ^{er} bois	temporaire	oui		190
Louisiana-Pacific Canada Ltd, div. Québec St-Michel-des-Saints	Saint-Michel-des-Saints	14	1 ^{er} bois	temporaire	oui		80
Simon Lussier ltée	Saint-Côme	14	1 ^{er} bois	temporaire	oui		16
Bois Feuillus de la Lièvre	Sainte-Anne-du-Lac	15	1 ^{er} bois	temporaire	oui		75
Bois Oméga inc.	Lac-Supérieur	15	1 ^{er} bois	temporaire	oui		60
Les Produits forestiers Bellerive-Ka'N'Enda inc.	Mont-Laurier	15	1 ^{er} bois	temporaire	oui		90
Les Produits forestiers Bellerive-Ka'N'Enda inc.	Mont-Laurier	15	1 ^{er} bois	temporaire	oui		60
La Compagnie Commonwealth Plywood ltée	Labelle	15	1 ^{er} bois	temporaire	oui		50
La Compagnie Commonwealth Plywood ltée	Mont-Laurier	15	1 ^{er} bois	temporaire	oui		35
La Compagnie Commonwealth Plywood ltée	Lachute	15	2 ^e bois	temporaire	non		50
Max Meilleur et Fils ltée	Ferme-Neuve	15	1 ^{er} bois	temporaire	oui		60
Uniboard Canada inc., usine Lac-des-Îles	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	15	2 ^e bois	temporaire	non		63
9118-0620 Québec inc. (Sciage Nadeau)	Abercorn	16	1 ^{er} bois	temporaire	non		10
Bédard, division de Shermag inc.	Granby	16	meubles	temporaire	non		30
Malette international inc.	Chambly	16	2 ^e bois	temporaire	non		45
Malette international inc.	East Farnham	16	2 ^e bois	temporaire	non		85
Malette international inc.	East Farnham	16	1 ^{er} bois	temporaire	non		20
La Compagnie Commonwealth Plywood ltée			1 ^{er} bois	temporaire	oui		100
La Compagnie Commonwealth Plywood ltée	Princeville	17	2 ^e bois	temporaire	non		22

